



Conseil économique et social

Distr. générale
16 septembre 2022
Français
Original : anglais

Session de 2023

25 juillet 2022-26 juillet 2023

Point 17 de l'ordre du jour

Organisations non gouvernementales

Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2022

(New York, du 29 août au 7 septembre et le 15 septembre 2022)*

Résumé

À la reprise de sa session de 2022, qui s'est tenue du 29 août au 7 septembre et le 15 septembre, le Comité chargé des organisations non gouvernementales était saisi de 564 demandes d'admission au statut consultatif, dont 348 demandes dont il avait reporté l'examen lors de sessions antérieures. Il a recommandé au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif à 173 organisations, a reporté l'examen de 321 demandes à sa session ordinaire de 2023 et a clos, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes de 59 organisations qui n'avaient pas répondu aux questions qui leur avaient été posées à deux sessions consécutives. Le Comité a examiné sept demandes de changement de nom et en a pris acte. Il était également saisi de 403 rapports quadriennaux et a pris note de 308 d'entre eux. Le Comité a entendu les représentantes et représentants de cinq organisations non gouvernementales qui assistaient à la session.

Le présent rapport contient sept projets de décision sur lesquels le Conseil économique et social est invité à se prononcer.

Aux termes du projet de décision I, le Conseil déciderait :

- a) d'accorder le statut consultatif spécial à 173 organisations non gouvernementales ;
- b) de noter que le Comité a décidé de prendre acte du changement de nom de 7 organisations non gouvernementales ;
- c) de noter que le Comité a pris acte des 308 rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales ;

* Conformément à la décision 2022/313 du Conseil économique et social.



d) de noter que le Comité a décidé de prendre acte du retrait par 2 organisations non gouvernementales de leur demande d'admission au statut consultatif ;

e) de clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par 59 organisations non gouvernementales qui n'ont pas répondu aux questions qui leur ont été posées à deux sessions consécutives ;

f) de ne pas accorder le statut consultatif à 9 organisations.

Aux termes du projet de décision II, le Conseil déciderait de suspendre, pour une durée d'un an, le statut consultatif de 205 organisations non gouvernementales dont les rapports quadriennaux sont en souffrance.

Aux termes du projet de décision III, le Conseil déciderait de réadmettre au statut consultatif 48 organisations qui ont présenté leur rapport quadriennal resté jusque-là en souffrance.

Aux termes du projet de décision IV, le Conseil déciderait de retirer le statut consultatif aux 168 organisations non gouvernementales qui n'ont toujours pas présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance.

Aux termes du projet de décision V, le Conseil approuverait le calendrier et l'ordre du jour provisoire de la session de 2023 du Comité.

Aux termes du projet de décision VI, le Conseil prendrait note du présent rapport.

Aux termes du projet de décision VII, le Conseil prendrait note de l'additif au rapport du Comité sur sa session ordinaire de 2022

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention .	5
Projets de décision soumis au Conseil pour adoption.	5
Projet de décision I	
Demandes d'admission au statut consultatif et de changement de nom et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales	5
Projet de décision II	
Suspension du statut consultatif des organisations non gouvernementales dont les rapports quadriennaux sont en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil	21
Projet de décision III	
Réadmission au statut consultatif des organisations non gouvernementales qui ont présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil .	27
Projet de décision IV	
Retrait du statut consultatif d'organisations non gouvernementales, en application de la résolution 2008/4 du Conseil.	29
Projet de décision V	
Calendrier et ordre du jour provisoire de la session de 2023 du Comité chargé des organisations non gouvernementales.	34
Projet de décision VI	
Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2022.	35
Projet de décision VII	
Additif au rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2022	35
II. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales.	35
A. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures	35
B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement	52
III. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil et questions connexes diverses	58
A. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen avait été reporté à la session ordinaire.	59
B. Nouveaux rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil	62
C. Questions connexes diverses	62
IV. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales ; examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil ; Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG .	62
V. Rapports spéciaux et plaintes d'États Membres	63
VI. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2023 du Comité	63

VII.	Organisation de la session	64
A.	Ouverture et durée de la session	64
B.	Participation	68
C.	Élection du Bureau	68
D.	Ordre du jour	69
VIII.	Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa session ordinaire de 2022	70

I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention

Projets de décision soumis au Conseil pour adoption

1. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande au Conseil économique et social d'adopter les projets de décision ci-après :

Projet de décision I

Demandes d'admission au statut consultatif et de changement de nom et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales

Le Conseil économique et social décide :

a) D'accorder le statut consultatif spécial aux 173 organisations non gouvernementales ci-après :

Admighty Foundation

African Refugee and Migrants Aid (ARMA)

African Smart Cities Innovation Foundation

Afrolatino

Agency of International Cooperation for Development, Inc.

AID & RES

Al Najm

AlterContacts

American Kratom Association

Andaa Vijana Initiative

Anukulan

Arab African Council for Peace and Development

Ardha Jabesa Foundation

Asociación de Mujeres Cineastas y de Medios Audiovisuales (CIMA)

Assembly of Representatives of the Peoples Living on the Territory of the Republic of Tatarstan Regional Public Organization

Assist – Associazione Nazionale Atlete

Associação Esporte e Vida

Association for Community Development (ACD)

Association for Promoting Sustainability in Campuses and Communities

Association inter-migrants Suisse (INMISUISSE)

Association of Language Testers in Europe (ALTE)

Association of University Radiologists

Association of Women Professional Financial Managers

Association pour le droit de l'homme et le développement durable

Atheist Ireland

Ban Ki-moon Centre for Global Citizens/Ban Ki-moon Zentrum für globale Bürger
Beat Nb Cancer Foundation, Inc.
Beijing Chaoyang District Yongxu Global Environmental Institute
Beijing Global Talent Exchange Association
Betneely Charity Foundation
Beyond Mentors Community Care Initiative
BFWorld
Brussels International Center for Research and Human Rights
Building Foundation for Development
Bureau international des droits des enfants/International Bureau for Children's Rights
Business Council for International Understanding
Canadian Medical Association
Caritas India
Cashew Gardens Community Council
Centre international pour la paix et les droits de l'homme (CIPADH)
China Ethnic Minorities' Association for External Exchanges
China Federation of Internet Societies
Chongqing Centre for Equal Social Development
Coalition of Societies for the Rights of Older Persons in Nigeria
Corporación Mujeres Católicas por el Derecho a Decidir de Colombia
Defence and Police Officers' Wives Association (DEPOWA)
Destined Kids Assistance Program, Inc. (DEKAP)
Duroo
Elsophi Save the Family, Limited
Engineering Association for Development and Environment
Espoir du Congo pour le développement durable
Échos de la justice pour le développement communautaire
Fondation suisse de déminage (FSD)
Fundación Comparlante
Fundación Eduxi
Fundación Estudiantes Internacionales Debatiendo por el Saber (EIDOS)
Fundación Jecani
Fundación Mundo Sano
Fundación Red de Salud de las Mujeres Latinoamericanas y del Caribe
Garifuna Indigenous People of St. Vincent and the Grenadines, Inc.
Geledés – Instituto da Mulher Negra

Ghana Federation of Disability Organisations
Global Doctors for Choice, LLC
Global Forum for the Defence of the Less Privileged (GFDLP)
Global Organization for Sustainable Development Goals, Inc.
Global Srilankan Forum United Kingdom
Good Friends International
Grupo Português de Activistas sobre Tratamentos de VIH/SIDA “Pedro Santos” (GAT)
H4P
Hands to Help International Foundation
HARO Riksorg., Valfrihet Jämställdhet Föräld.skap
Health and Environment Justice Support, eV
Health Finance Institute
Help Restore International
Herkes için Eşitlik ve Liderlik Platformu Derneği
Hope for the Vulnerable Initiative
House of Africa
Human Rights at Sea
Human Rights Research League
Human Welfare Charitable Trust
Images for Inclusion, Inc.
Inner Trip Reiyukai International
INPUD, Limited
Instituto Alana
Instituto Campanha Nacional pelo Direito à Educação
Instituto Ceu Estrela Guia
Instituto Internacional de Derecho y Medio Ambiente/International Institute for Law and the Environment
Internacionalna Policijska Organizacija/International Police Organization
International Assembly of Roma
International Federation of Women Lawyers (Nigeria)
International Probono Legal Services Association, Limited
International Rice Research Institute
INTERPOL Center
Inti Raymi Fund, Inc.
Jacobs-Abbey Global Institute for Leadership Studies, Inc.
Japan Civil Society Network on SDGs

JKCS Edu India Foundation
John Retreat Center Cameroon
Just Clean It, Limited
Kazit Children Development Foundation
King Abdulaziz Center for National Dialogue
Kolkata Society for Cultural Heritage
Korea Leaders Forum: Caring and Serving People
Lanka Fundamental Rights Organization
Larsa Organization
Law & Justice Foundation
Legal Analysis and Research Public Union
Les Caribous libérés
Life of the Children
Manitoba Council for International Co-operation, Inc.
Millennium Child Support Group
Model European Parliament Italia
Mukti
National Center on Sexual Exploitation, Inc.
National Ethnic Disability Alliance, Incorporated
National Resource Center on Domestic Violence, Inc.
Native American Fatherhood & Families Association
Never Again Rwanda
Nouveau point de vue (NPDV)
ONG Cruz Verde Ambiental
Ordre suprême des ancêtres
Patient Access Network
Perkumpulan Teknologi Informasi dan Open Source
Piramal Swasthya Management and Research Institute
Policy & Economic Alliance Caring of Earth
Prayas Juvenile Aid Centre
Raisons africaines
ReflectUS
Research Institute for Japan's Globalization
Saving the Nations Ministries International
SecurityWomen
SEN Slovensko a Česko

Serendipity Healthcare Foundation
Seton Hall University
Social Progress Imperative, Inc.
Society for Personality and Social Psychology, Inc.
South Asian Women Development Forum
Sri Lankan Youth Organization Inc.
Sristy Human Rights Society
St. Gabriel Skill Acquisition and Empowerment Foundation
Stella's Girls, Inc.
Stichting FIBREE
Stichting Power to Win
Street Salvation Ministries, Inc.
Sudanese Environment Conservation Society
Sufficient Power in Christ Church
Swedish Organization for Global Health
Tanzania Peace, Legal Aid and Justice Centre (PLAJC)
Tender Hearts Foundation
The Development Institute
The Malala Fund
The Nigerian Workforce Strategy and Enlightenment Centre
The Royal Institute of International Affairs
Tianjin Eco-City Friend of Green Eco-Culture Promotion Association
True Ways International, Inc.
Trustees of the University of Pennsylvania
Unification Nepal Gorkha
United Funding and Development for Underage Mothers, Inc. (UFDUM)
Universal Institute of Professional Management
Uttarakhand Jan Jagriti Samiti
Warming Hands
Waste Warriors Society
Women of Mercy Foundation
Workers Center for Racial Justice, NFP
World Buddhist Association in Bangladesh
World Disability Union (WDU)
World Silambam Association
Wuxi Lingshan Charity Foundation

Youth Development Center

Youth for Charity Missions International (YOFOCHM)

YouthBuild – Sierra Leone

Zeleni krst

Zhongguancun Federation of Social Organizations

b) De noter que le Comité a décidé de prendre acte du changement de nom des 7 organisations non gouvernementales suivantes :

CTECO – Kizota (statut consultatif spécial, 2020) en Comparatively for Tanzania Elites Community Organization (CTECO)

ICV Group, Inc. (statut consultatif spécial, 2021) en Conscious Giving, Inc.

International Federation of Psoriasis Associations (statut consultatif spécial, 2011) en IFPA

International Humanist and Ethical Union (statut consultatif spécial, 2000) en Humanists International

Isis – Women’s International Cross-Cultural Exchange (statut consultatif spécial, 2002) en Women’s International Peace Centre

Translators without Borders – US, Inc. (statut consultatif spécial, 2017) en CLEAR Global, Inc.

Women’s Earth and Climate Caucus (statut consultatif spécial, 2021) en Women’s Earth and Climate Action Network

c) De noter que le Comité a pris acte des 308 rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales ci-après¹ :

Abiodun Adebayo Welfare Foundation (2016–2019)

Academy for Mobilizing Rural-Urban Action through Education

Action contre la faim

Action for Peace through Prayer and Aid

Action pour la promotion du développement

Action secours ambulance (ASA)

Action sécurité éthique républicaines

Adaamasunle Foundation

Adalah – Legal Center for Arab Minority Rights in Israel

African Business Roundtable

African Centre for Democracy and Human Rights Studies

African Wildlife Foundation

Airline Ambassadors International, Inc. (2016–2019)

All Win Network

Almanar Voluntary Organization

¹ Les rapports concernent la période 2017-2020, sauf indication contraire.

American Association of University Women (2016–2019)
American Society of International Law
Amizade, Ltd. (2016–2019)
Asian Marine Conservation Association
Asociación HazteOir.org
Associação de Jovens Engajamundo
Association Aide aux femmes et enfants (2016–2019)
Association de l'éducation environnementale pour les futures générations
Association for Women's Career Development in Hungary
Association jeunesse action développement (2016–2019)
Association of Indigenous Peoples of the North, Siberia and Far East of the Russian Federation (RAIPON)
Avabe Initiative for Community Development
Bangladesh Friendship Education Society (2016–2019)
Bar Association for International Governmental Organizations, Inc.
Bharat Sevashram Sangha (2016–2019)
Biedrība "Mūsdienu Latvijas Teritoriju Apdzīvojošās Krievvalodīgās Pamattautas Asociācija"
Blessing for Romania World Ministry
Canadian Environmental Network
Caribbean Policy Development Centre, Inc.
CDP Worldwide
Center for International Virtual Schooling (C4IVS)
Center for Women's Global Leadership (2016–2019)
Centre for Adivasee Studies & Peace
Centre for Climate Change & Environmental Study
Centro Mexicano de Derecho Ambiental, AC
Centro Regional de Derechos Humanos y Justicia de Género
Centro UNESCO di Firenze (2016–2019)
Centrul de Resurse Juridice (2016–2019)
Chaithanya Samskarika Vedi Chennayangaloor, PO
Change Managers International Network, Limited by Guarantee
Chibuzor Human Resource Development Organization (2016–2019)
Children of a Better Time
Citizens United for Rehabilitation of Errants
Climate Action Network Association, eV (2016–2019)
Climate Institute (2016–2019)

Comité français des organisations non gouvernementales pour la liaison et l'information des Nations Unies
Community Research and Development Organization (CRDO)
Cork Forest Conservation Alliance
Cornerstone Mount Group, Inc. (CMG)
Corporativa de Fundaciones, AC
Council of International Programs
Drug Abuse Resistance Education America (DARE America)
ESIB – The National Union of Students in Europe (2016–2019)
Family and Life
Farmers Development Organization
Fédération internationale des organisations de donneurs de sang (2016–2019)
Federation of Islamic Medical Associations
Femienza Kenya
Feminist League
Femmes autochtones du Québec, Inc./Quebec Native Women, Inc.
Fiorello H. LaGuardia Foundation, Inc.
Fondation Nehemie
Fondation Surgir
Foundation for Autism Support and Training
Friendasia
Friends of Africa International, Inc.
Fundación América Solidaria Internacional
Fundación Éforo
Fundación Síndrome de Down del Caribe
GenderCC – Women for Climate Justice, eV
Geo-Environmental Resource Association (GERAS)
Girls' Power Initiative (GPI)
Global Initiative for Inclusive Information and Communication Technologies
Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction (2016–2019)
Global Race against Poverty and HIV/AIDS in Nigeria
Global Workers Justice Alliance (2016–2019)
Global Youth Action Network
Greener Impact International
Groupe d'économie solidaire du Québec
Hacey's Health Initiative
Hadassah – The Womens Zionist Organization of America, Inc.

Heal the Planet Global Organisation (HTP)
Help Not Handcuffs
Holly Heart United
Hope for Women
Horizon d'échange et de lutte contre la pauvreté
Idara-i-Talim-o-Aaghai Public Trust/Centre for Education and Consciousness Public Trust
Ihsan Foundation for West Africa
Imam Mahdi Association of Marjaeya, Inc.
Indian Federation of United Nations Associations
Indigenous Information Network (2016–2019)
Indigenous Peoples' International Centre for Policy Research and Education
Initiative for Equality
Innu Council of Nitassinan (Innu Nation)
Institut international de recherches pour la paix à Genève (GIPRI)
Institute for Agriculture and Trade Policy (2016–2019)
Integrated Development Services (IDS)
Inter-American Press Association
International Academy of Sciences on Information, Information Procedures and Technologies (IASIPT)
International Association for Religious Freedom, Co-ordinating Council for South Asia
International Association of Women Judges
International Bridges to Justice
International Centre for Development Initiatives (ICDI)
International Circle of Faith Chaplaincy Corps, Ltd./Gte. (2016–2019)
International Council of Jewish Women
International Council on Clean Transportation, Inc. (2016–2019)
International Federation of Journalists
International Human Rights Council
International Institute for Human Rights, Environment and Development (2016–2019)
International Police Association (2016–2019)
International Society for Prosthetics and Orthotics
International Telecommunication Academy (ITA)
International Union of Architects
“İqtisadi Resursların Öyrənilməsi” İctimai Birliyi
Jammu and Kashmir Council for Human Rights (JKCHR)

Karna-Subarna Welfare Society (2016–2019)
Kaushalya Gramodyog Sansthan (2016–2019)
Kids & Teens Resource Centre
Klumpfußprojekt Mali – ein Verein zur Klumpfußbekämpfung in Mali, Westafrika (2016–2019)
Lawyers without Borders (2016–2019)
Le Collectif des femmes africaines du Hainaut
Lotus Initiative for the Blind
Maasai Youth Outreach Organization (MAYOO)
Malankara Social Service Society (2016–2019)
Manusher Jonno Foundation
Mbororo Social and Cultural Development Association
Médecins du monde (international) (2016–2019)
Message Welfare Society (2016–2019)
Mexican Foundation for Family Planning (MEXFAM)
Mor Çatı Kadın Sığınağı Vakfı
Mosquitia Asla Takanka (MASTA)/Unidad de la Mosquitia (2016–2019)
Mouvement de la paix
My Chosen Vessels, Inc. (2016–2019)
Narcotics Anonymous World Services
National Board of Catholic Women of England and Wales
National Council of Women of Canada
Nesakkarangal Charitable Trust (2016–2019)
Netherlands Association of Women’s Interests, Women’s Work and Equal Citizenship
NoBox Transitions Foundation, Inc.
Observatoire du crime organisé
Öğretmen Akademisi Vakfı
Organisation constellée pour le développement économique et social de la commune des Gonaïves
Organisation de défense de l’environnement au Burundi
Organisation pour l’environnement et le développement durable (OPED)
Oxfam America
Oxfam GB
Pacific Disability Forum (2016–2019)
Pan European Forest Certification Council (2016–2019)
Pathways to Peace

Penal Reform International
People with Disability Australia, Inc.
Pro-Biodiversity Conservationists in Uganda, Limited
Project Keshar
Reforestamos México, AC
Rescue and Hope (RAH)
Russian Peace Foundation
Sadakataşı Derneği
Saviour USA – One World Charity
Shah Maqem Trust (2016–2019)
Shirazi Foundation
shOObh Group Welfare Society
Syracusa International Institute for Criminal Justice and Human Rights
Sivil Yaşam Derneği
Social Accountability International
Society for Roots for Equity
Society of Iranian Women Advocating Sustainable Development of Environment
Stichting Coalition for Work with Psychotrauma and Peace
Stichting Justitia et Pax Nederland
Stichting Simavi
streetfootballworld, gGmbH
Sudanese Organization for Combating Violence against Women & Child (SAO)
(2016–2019)
Sulabh Sanitation Mission Foundation
Support for Women in Agriculture and Environment (SWAGEN)
Sustainable Development for Vulnerable Peoples in Bangladesh
SustainUS, Inc. (2016–2019)
Takshila Education, Inc.
Tamana Association
Technical Centre for Fine Art and Computer Studies, CIG
The 5 Gyres Institute
The Association of the Egyptian Female Lawyers
The Barka Foundation, Inc.
The Brooke
The Catholic Health Association of India
The Green Light Project, Inc.
The Hip-Hop Dance Conservatory Foundation

The Institute of Economic Strategies
The Lady Fatemah (AS) Charitable Trust
The Leprosy Mission International
The National Society for Human Rights
The National YWCA of Korea (2016–2019)
The Next Century Foundation
The Nigerian Council, Inc.
The Rockefeller Foundation
The School of Environmental Studies Education Foundation
The Society for the Policing of Cyberspace
The Sustainable Development Institute
The Vance Center
The World Academy of Art and Science
Translators without Borders – US, Inc.
Treasureland Health Builders
Triglav Circle
Truth Foundation
Türkiye İş Kadınları Derneği
Türkiye Yeşilay Cemiyeti
Ugonma Foundation
Umuada Igbo Nigeria
UNANIMA International
Unchained at Last, Inc.
Under the Same Sun Fund
Unión Latinoamericana de Ciegos (2016–2019)
Union of Arab Jurists
Union of Chambers and Commodity Exchanges of Turkey (TOBB)
Union of Ibero-American Capitals – Intermunicipal Financial and Economic Centre for Advice and Cooperation
Union of Luso-African-American-Asiatic Capital Cities/União das Cidades Capitais Luso-Afro-Américo-Asiáticas
Union syndicale des agriculteurs (USA)
Unis pour l'équité et la fin du racisme (UFER)/United for Equity and Ending Racism (UFER)
Unitarian Universalist Association
Unitarian Universalist Service Committee
United for Intercultural Action

United Nations Association of Mauritius (MUNA)
United Nations Association of New Zealand, Incorporated
United States Pharmacopeial Convention, Inc.
United Zo Organization (USA), Inc. (UZO)
US Azeris Network
US Climate Plan
US Women Connect (2016–2019)
Utpidit Samaj Sarokar Kendra, Pokhara
Verein Sudwind Entwicklungspolitik
Vida y Familia de Guadalajara, AC
Vietnam Peace and Development Foundation
Virtue Foundation
Vital Strategies
Voice of the Youth
Volontariato Internazionale per lo Sviluppo
War Resisters International
WASH Network (SL) (2016–2019)
WaterAid
Wellesley Centers for Women (WCW)
WePower – Women’s Electoral Power for the Advancement of Women’s Leadership
in Israel, RA
Widows Rights International
Win the War! Against Violence
Witness
Women & Community Livelihood Foundation
Women and Child Watch Initiatives
Women Deliver, Inc. (2016–2019)
Women Educators Association of Nigeria
Women Empowerment Literacy and Development Organization (WELDO)
Women Enabled
Women Environmental Programme
Women for Women International
Women for Women’s Human Rights – New Ways
Women in Alternative Action
Women in Dialog
Women with Disabilities Australia, Inc.
Women’s Bar Association of the State of New York

Women's Board Educational Cooperation Society
Women's Centre for Legal Aid and Counseling
Women's Education and Culture Foundation
Women's Federation for World Peace International
Women's Health in Women's Hands
Women's International Democratic Federation
Women's Learning Partnership for Rights, Development and Peace
Women's Missionary Society of the African Methodist Episcopal Church
Women's Voices Now, Inc.
World Animal Protection
World Association of Former United Nations Interns and Fellows
World Council for Curriculum and Instruction
World Evangelical Alliance
World Faith, Inc.
World Family of Radio Maria NGO
World Family Organization (2016–2019)
World Federation of Ukrainian Women's Organizations
World Forum for Ethics in Business
World Heart Federation (2016–2019)
World Hepatitis Alliance
World Kabaddi Federation
World Peace Volunteers
World Resources Institute
World Russian People's Council
World Share
World Stroke Organization
World Toilet Organisation, Limited
World Trade Centers Association
World Union of Small and Medium Enterprises
World Water Council
Yayasan Pendidikan Indonesia
Yoga in Daily Life USA
Yogaathma Foundation
Young Heart Foundation
Young Naturalist Network
Young Power in Social Action (YPSA)

Young Women's Christian Association
 Youngstars Foundation International
 Youth Affairs Network of Queensland, Inc.
 Youth Alliance for Leadership and Development in Africa
 Youth Awareness and Guidance Organisation, Agbarha-Otor
 Youth for a Better World, Inc.
 Youth Foundation for Development, Education and Leadership
 Youth Net and Counselling
 Youth Path Organisation
 Zenab for Women in Development, Inc.
 Zoï Environment Network
 Zonta International

d) De prendre acte du retrait par les organisations non gouvernementales suivantes de leur demande d'admission au statut consultatif :

China Biodiversity Conservation and Green Development Foundation
 Humanium

e) De clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par les 59 organisations ci-après, qui n'ont pas répondu aux questions posées par les membres du Comité malgré trois rappels effectués au cours de deux sessions consécutives :

Abuelas de Plaza de Mayo
 Afghanistan Green Crescent Organizaion
 Americans for Safe Access Foundation
 Asociación Observatorio Europeo del Consumo y Cultivo de Cannabis
 Asociación Red de Mujeres Afrolatinoamericanas, Afrocaribeñas y de la Diáspora
 Association for the Protection of Individual Rights
 Association of Lawyers "International Association of Russian-speaking Lawyers"
 Aurat Publication and Information Service Foundation Lahore
 Autonomous Nonprofit Organization "International Centre Save the Children from Cybercrimes"
 Blue Cross & Blue Crescent Society
 BoostGreen Association
 Citizens' Alliance for North Korean Human Rights
 Comisión Argentina para los Refugiados (Asociación CAREF)
 DXC Technology Company
 Earth Focus Foundation
 Eri-Platform
 Fondazione Villa Maraini

Fundación Género con Clase
Global Minorities Alliance
Global Network of Women Peacebuilders, Inc.
Good News World
Gulshan-e-John
Housing and Land Rights Network
Human Concern International (HCI)
Institute for Development of Freedom of Information (IDFI)
Interfaith Center on Corporate Responsibility
International Association of Genocide Scholars, Inc.
International Legal Assistance Consortium
International Network of Civil Liberties Organizations (INCLO)
International Non-Olympic Committee
International Refugee Assistance Project, Inc.
İslam Dünyası Sivil Toplum Kuruluşları Birliği
Japan Association for the United Nations Environment Programme
Kafka Welfare Organization
Kuwait Bar Association
LGBTI Equal Rights Association (ERA)
Mangfoldhuset
Natan – International Humanitarian Aid, RA
Nobel Laureates Peace Fund
Noble World Records
Oxfam South Africa
Razom, Inc.
Regional Public Organization for the Protection of Citizens' Rights "Zolochovsky Team"
Research Society of International Law
Russian Union of Journalists
RüstungsInformationsBüro, eV
Silk Road Chamber of International Commerce
Stitching Impunity Watch
Sustainable Development Foundation (Yemen)
The American India Foundation
The Asia Justice and Rights Foundation
The Omani Center for Human Rights
The Right to Life Charitable Trust

Time to Help Foundation
 Türk Kadınlar Birliği Derneği
 Vang Pao Peace Institute
 Yayasan Kebajikan Muslim “MyFundAction”
 Young League Pakistan
 Yunus Emre Foundation, Inc.

f) De ne pas accorder le statut consultatif aux 9 organisations ci-après :

Arab-European Center of Human Rights and International Law (AECHRIL)
 Bahrain Center for Human Rights
 Coptic Solidarity
 Gulf Centre for Human Rights, Limited (GCHR)
 International Dalit Solidarity Network
 Interregional Non-Governmental Human Rights Organization “Man and Law”
 The Andrey Rylkov Foundation for Health and Social Justice
 The Union of Non-Governmental Associations – The International
 Non-Governmental Organization “The World Union of Cossack Atamans”
 World without Genocide

Projet de décision II

Suspension du statut consultatif des organisations non gouvernementales dont les rapports quadriennaux sont en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil

Ayant confirmé, à la reprise de sa session de 2022, que le Secrétariat avait rappelé aux organisations non gouvernementales n’ayant pas présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance qu’elles étaient tenues de le faire, leur avait expliqué les conséquences du non-respect de cette obligation après le 1^{er} juillet 2022 et avait fait suivre les derniers rappels aux missions permanentes des États Membres dans lesquels ces organisations avaient leur siège, le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande au Conseil économique et social d’adopter le projet de décision ci-après :

Le Conseil économique et social décide, conformément à sa résolution 2008/4 du 21 juillet 2008, de suspendre immédiatement, pour une durée d’un an, le statut consultatif des 205 organisations non gouvernementales ci-après et prie le Secrétaire général d’en aviser les intéressées :

Aequalia
 African Women Empowerment Guild
 African Women’s Association
 Agro Professional Care Foundation – Yola
 Akademsko Drustvo za Medunarodne Odnose
 American Diabetes Association, Inc.
 Arab Red Crescent and Red Cross Organization
 Asociación Española de Directivos, AED-1996

Asocio Esperanto Radikala
Associação Brasileira de Gays, Lésbicas e Transgêneros
Association culturelle d'aide à la promotion éducative et sociale
Association d'entraide médicale Guinée
Association de la continuité des générations
Association Debout femmes autochtones du Congo
Association des femmes pour la paix et encadrement des familles (AFPEFAM)
Association for Citizen's Tolerance and Cooperation
Association for Development, Education and Labour (ADEL)
Association for Protection of Maternity, Infancy and Family João e Maria
Association gabonaise pour les Nations Unies (AGNU)
Association mauritanienne pour la transparence et le développement
Association nationale du civisme
Association of African Women for Research and Development
Association of Youths with Vision (AOYWV)
Association pour le développement culturel (ADEC)
Association pour le développement des initiatives citoyennes et européennes
Association pour le développement durable, la promotion des droits humains et la lutte contre la pauvreté
Association santé et environnement
Association solidarité pour les personnes vivant le veuvage
Association togolaise d'étude de recherche et d'appui au développement humain durable (ASTERADHD)
Australian Catholic Social Justice Council
Autre vie
Bangladesh Jatiyo Mahila Ainjibi Samity
Benevolent Community Education and Rural Development Society (BERDSCO)
Binaytara Foundation
Blood Donors Organisation for Social Service Pakala (BOSS)
Católicas por el Derecho a Decidir, Córdoba
Center for Organisation Research and Education
Centre africain d'échange culturel
Centre d'observation et de promotion de l'état de droit (COPEP)
Centre de recherche et d'éducation pour le développement (CREPD)
Centre for Disaster Risk and Crisis Reduction
Centre for Gerontological Studies
Centre for Peace, Culture and Environmental Studies

Centre for Policy Dialogue
Centre for Research in Rural and Industrial Development
Centre international de recherche – Action pour un développement durable
Centres d'accueil de l'espoir (CAES)
Centro Panafricano Kituo Cha Wanafrika
Centrul European pentru Prevenirea Adicțiilor
Charity Foundation for Special Diseases
Child Aid Development Foundation International (CADFIN)
Child Soldiers International
China Academy of Culture, Limited
Civil Society Platform for Social Protection
Collectif haïtien des droits humains (CHDH)
Comité des observateurs des droits de l'homme
Community Active in Development Association (CADA)
Community Emergency Response Initiative
Community Youth Network Program (CYNP)
Compassion in World Farming
Conserve Africa Foundation
Contact Base
Coordinadora Andina de Organizaciones Indígenas
Cultural Meeting Foundation
Deutsches Komitee für UN-Women, eV
Distance Education for Africa (DE Africa)/Enseignement à distance pour l'Afrique
Education, Communication and Development Trust (EDUCATR)
English International Association of Lund (Sweden)
Environment Action Association
Environmental Protection and Conservation Organisation
Equitas centre international d'éducation aux droits humains
European Business Club Association, eV
Fairways Accommodation Support Trust
Family Care International
Family Planning Association of Bangladesh
Farmers Educational & Cooperative Union of America
Federation of American Scientists
Fédération nationale des CIDFF
Fondation pour les études et recherches sur le développement international

Fondation Vivons ensemble
Foundation for Disabled Women
Fundación DARA Internacional
Fundación Educación y Cooperación (EDUCO)
General Arab Women Federation
Geopolitikai Tanács Közhasznú Alapítvány
Global Campaign for Climate Action
Global Foundation for Democracy and Development, Inc.
Global Network of People Living with HIV/AIDS
Global Political Trends Center
Global Wind Energy Council
Green Cross International
Habitat Alliance
Help for the Andes Foundation
Holt Children's Services, Inc.
Human Appeal International (UK)
Human Security Initiative Organization
Ilitha Labantu
IMPACT Initiatives
INA (Māori, Indigenous & South Pacific) HIV/AIDS Foundation
Institut arabe des droits de l'homme
Institut international pour la paix, la justice et les droits de l'homme (IIPJDH)
Institute for International Economic Cooperation and Development
Institute for Youth Development
Integrated Care Society
Inter-African Committee on Traditional Practices Affecting the Health of Women and Children
Inter-Faith Vision Foundation Cameroon
International Architects Designers Planners for Social Responsibility
International Black Sea Club
International Family Forestry Alliance, Inc.
International Initiative for Peace
International Network of Women Engineers and Scientists
International Right of Way Association
International Social Science Council
International Women Bond
Iraqi Al-Mortaqa Foundation for Human Development

Japan Center for a Sustainable Environment and Society
Jordanian Women Union
Karabakh Foundation
Korea Civil Society Forum on International Development Cooperation
Korea Spinal Cord Injury Association
Korean Foundation for World Aid
Leadership for Environment and Development – Pakistan
League of Kenya Women Voters
Les Amis des enfants
Les œuvres sociales pour les actions de développement
Light House
Lokmanya Sewa Sangh Parle
Major Groups Partnership on Forests
Mama Zimbi Foundation
Manav Seva Sansthan (SEVA)
Mayan Families
Migrants Rights International (MRI)
Namaa Association of Social Development
National Association of Realtors
Navjivan Foundation
New York Encounter
Novartis Foundation for Sustainable Development
Open City International Foundation, Inc.
Organization for International Economic Relations
P3 Foundation
Partnership Africa Canada
PathFinders, Limited
Peace & Livelihood Support Organisation
People and Police for Egypt for Culture and Scientific Services
Philippine Human Rights Information Center, Inc.
Positive Planet
Prevention Association of Social Harms (PASH)
Professional Women’s Network Madrid
Public Association Women’s Organization “Alga”
Qatar Charitable Society
Quintessential Business Women Association

Reach Out to Asia (ROTA)
Rede Latino Americana de Organizações Não Governamentais de Pessoas com Deficiência e suas Famílias (RIADIS)
Registered Trustees of Pastoralists Indigenous Non-Governmental Trust (PINGOs Forum)
Rural Planning and Developmental Organization
Rural Relief Foundation
Rwanda Women Community Development Network
Rwenzori Center for Research and Advocacy (RCRA)
Samaj Kalyanka Lagi Yuwa Nepal
Servitas Cameroon
Shalupe Foundation
Shikhar Chetna Sangathan
Société civile africaine sur la société de l'information, réseau pour les TIC et le développement
Society for Environment and Development
Society of Research Administrators International, Inc.
SOS Rassismus und Diskriminierung Schweiz
Special Talent Exchange Programme
St. Louis Aquacenter, Inc.
Sukalyan Welfare Society
Swiss Peace Foundation
Synergie développement et partenariat international (SYDEPI-SYFODIP)
Tarumitra
The Center of Food Industries Association
The Council of Technical Education and Training
The Global Health Review, Inc.
The HAMS Harm Reduction Network, Inc.
The Hashoo Foundation
The Leading Association Alryada for Development Studies and Human Rights
The Mary Robinson Foundation
The Red Elephant Foundation
The Susan G. Komen Breast Cancer Foundation, Inc.
The Women Striving for Brighter Tomorrow
The Zahra Trust
Trauma Foundation
TrustAfrica

Turnstone Global
 Ukrainian Charity Fund “Social Partnership”
 Union C
 Unión de Asociaciones Familiares
 UP Planning and Development Research Foundation, Incorporated
 urbaMonde – Suisse
 Viešoji įstaiga “Trust in Development”
 Virutcham Magalir Munnetra Kazangiam, Virudhunagar
 Vrienden van Congo
 Water Safety Initiative Foundation
 Women and Media Collective
 Women and Memory Forum
 Women Awareness Center Nepal
 Women of Africa
 Women’s Rights Center
 World Martial Arts Union
 World Public Forum – Dialogue of Civilizations
 Worldwide Coalition for Peace, Inc.
 Youth for a Child in Christ
 Youth Social Service Organization, Pulpally

Projet de décision III

Réadmission au statut consultatif des organisations non gouvernementales qui ont présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance, en application de la résolution 2008/4 du Conseil

Le Conseil économique et social décide, conformément à sa résolution 2008/4 du 21 juillet 2008, et rappelant sa décision 2022/320 du 13 avril 2022, de réadmettre au statut consultatif les 48 organisations non gouvernementales ci-après, qui ont présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance :

Abiodun Adebayo Welfare Foundation
 Airline Ambassadors International, Inc.
 American Association of University Women
 Amizade, Ltd.
 Association Aide aux femmes et enfants
 Association jeunesse action développement
 Bangladesh Friendship Education Society
 Bharat Sevashram Sangha
 Center for Women’s Global Leadership
 Centro UNESCO di Firenze

Centrul de Resurse Juridice
Chibuzor Human Resource Development Organization
Climate Action Network Association, eV
Climate Institute
ESIB – The National Union of Students in Europe
Fédération internationale des organisations de donneurs de sang
FreeMuslim Association, Inc.
Global Network of Civil Society Organisations for Disaster Reduction
Global Workers Justice Alliance
Indigenous Information Network
Institute for Agriculture and Trade Policy
International Circle of Faith Chaplaincy Corps, Ltd./Gte.
International Council on Clean Transportation, Inc.
International Institute for Human Rights, Environment and Development
International Police Association
Islamic Relief USA
Karna-Subarna Welfare Society
Kaushalya Gramodyog Sansthan
Klumpfußprojekt Mali – ein Verein zur Klumpfußbekämpfung in Mali, Westafrika
Lawyers without Borders
Malankara Social Service Society
Médecins du monde (international)
Message Welfare Society
Mosquitia Asla Takanka (MASTA)/Unidad de la Mosquitia
My Chosen Vessels, Inc.
Nesakkarangal Charitable Trust
Pacific Disability Forum
Pan European Forest Certification Council
Shah Maqem Trust
Sudanese Organization for Combating Violence against Women & Child (SAO)
SustainUS, Inc.
The National YWCA of Korea
Unión Latinoamericana de Ciegos
US Women Connect
WASH Network (SL)
Women Deliver, Inc.

World Family Organization

World Heart Federation

Projet de décision IV

Retrait du statut consultatif d'organisations non gouvernementales, en application de la résolution 2008/4 du Conseil

Ayant confirmé, à la reprise de sa session de 2022, que le Secrétariat avait rappelé aux organisations non gouvernementales qui n'avaient toujours pas présenté leurs rapports quadriennaux en souffrance et dont le statut avait été suspendu par le Conseil économique et social en application de sa décision 2022/320 qu'elles étaient tenues d'établir des rapports, qu'il les avait averties des conséquences du non-respect de cette obligation après le 1^{er} juillet 2022 et qu'il avait fait suivre les derniers rappels aux missions permanentes des États Membres dans lesquels ces organisations avaient leur siège, le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande au Conseil d'adopter le projet de décision ci-après :

Le Conseil économique et social décide, conformément à sa résolution 2008/4 du 21 juillet 2008, et rappelant ses décisions 2022/305 du 1^{er} novembre 2021 et 2022/320 du 13 avril 2022, de retirer immédiatement le statut consultatif aux 168 organisations non gouvernementales ci-après et prie le Secrétaire général d'en aviser les intéressées :

Acclaim Otago, Incorporated

Action on Disability and Development

Africa Child Policy Forum

African Association of Remote Sensing of the Environment

African Australian Network, Limited

African Canadian Legal Clinic

Agency for Cooperation and Research in Development (ACORD)

Agricultural Missions, Inc.

Aid for AIDS International, Inc.

Albert B. Sabin Vaccine Institute, Inc.

Alliance nationale des consommateurs et de l'environnement (ANCE)

American Arabic Academy of Science and Technology, LLC

American Middle East Christians Congress

Art of Living Foundation

Asia Pacific Alliance for Disaster Management

Asian Disaster Preparedness Center

Asian Forum of Parliamentarians on Population and Development

Asociación Hispano-Nigeriana para el Desarrollo Industrial y Comercial

Asociación Mujeres Unidas para el Microcrédito

Asociația Obștească "Centrul Ecologic – Recuperare, Reciclare, Reintegrare"

Assemblea delle Donne per lo Sviluppo e la Lotta contro l'Esclusione Sociale (ASDO)

Associação Alfabetização Solidária

Association Norlha
Association of Pacific Rim Universities
Association pour le développement de la société civile angolaise (ADSCA)
Association tunisienne des droits de l'enfant
Bakhter Development Network (BDN)
“Böyük İpək Yolu” Beynəlxalq Gənclər İttifaqı
Canadian Federation of Agriculture
Canterbury Refugee Council, Inc.
Captive Daughters
Catholic Medical Mission Board, Inc.
CCS Disability Action, Incorporated
Centre d'accompagnement des filles désœuvrées
Centre for Advanced Study on Courts and Tribunals
Chamber of Commerce, Industry and Production of the Argentine Republic
Children International
Climate Change Excellence Africa (Climate XL Africa)
Community Centred Conservation (C3)
Démocratie dans le monde (DDM)
Development Promotion Group
Diversity Living Services
Ecoagriculture International, Inc.
Egyptian AIDS Society
Engineers without Borders – USA, Inc.
ERGO – Európai Regionális Szervezet
Fondation connaissance et liberté/Fondasyon Konesans ak Libète
Fondation Monseigneur Emmanuel Kataliko
Fondation One Drop/One Drop Foundation
Fondation Tamukwidi Matiti Donatien
Fonds pour le développement énergétique durable
Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations (FORIM)
Forum européen pour les Roms et les gens du voyage (FERV)
Foundation for Sustainable Development
Fountain House, Inc.
France terre d'asile
Franklyn Town Community Development Project, Limited
Frathekk Foundation, Common Initiative Group (FRAFO-CIG)

Fundación Avina
Fundación Grupo Sólido para la Promoción de los Valores
Geneva Infant Feeding Association
Global 2000 International
Global Energy Initiative, Inc.
Global Social Observatory
Global Sourcing Council, Inc.
Güçsüzler Yurdu Sakinleri Koruma Yardımlaşma Dayanışma Eğitim ve Kültür Derneği
HackerNest
Humanic Relief – Menschen Hilfswerk
Hunter College Center for Community and Urban Health
IDEAS Centre
Indian Trust for Rural Heritage and Development
Initiative for Environment, Health and Social Development
Innovation: Africa
Institute for Interreligious Dialogue
Instituto Internacional de Ciencias Politicas (IICP-IISP)
International Federation of Multimedia Associations
International Planned Parenthood Federation (South Asia region)
International Youth Hostel Federation
Isis – International Women’s Information and Communication Service
Islands First, Inc.
Ius Primi Viri International Association
Japan Association for Refugees
JCall – European Jewish Call for Reason
Jeevan Jyothi Charitable Trust
Joan B. Kroc Institute for Peace & Justice
Kehitysyhteistyöjärjestöjen EU-yhdistys, ry (KEHYS)/EU-plattformen för
finländska biståndsorganisationer, rf (KEHYS)
Kerman Raad
Korean Assembly for Reunion of Ten Million Separated Families
Kuwaiti Association for Learning Differences
Latin American Mining Monitoring Programme
Local Action Organization
Los Angeles Community Action Network
Mali Rising Foundation
Microclinic International

Missing Children Global Network, Inc.
Mission des sociétés d'assurances pour la connaissance et la prévention des risques naturels
Mother Care Foundation NGO (MOCAF)
Mountain Institute
Mountain Women Development Organization (MWDO)
Mundo sin Guerras
Municipal Art Society of New York
Narayan Sewa Sansthan, Inc.
National Advocates for Pregnant Women, Inc.
National Association of Negro Business and Professional Women's Clubs, Inc.
National Centre for Sustainable Development
National Coalition against Racial Discrimination
National Council of Social Welfare
National Educational, Social and Traditional Knowledge Foundation (NEST Foundation)
National Engineers Week Foundation
Ngamiland Council of Non-Governmental Organisations
NGO Coordination Committee for Iraq (NCCI)
NGO Health Committee, Inc.
Nimbus Foundation
ONG Aesadev Togo
Painted Children UK, Limited
Palestine Sports for Life
Palestinian Center for Development and Media Freedoms "MADA"
Partnership for Global Justice
Partnership Opportunities for Women Empowerment Realization, Ltd./Gte.
People with Disabilities Uganda
Phamous Vision
Plan International (UK)
Porini Welfare Association
Press Council
Project One, Inc.
Promotion des Yaelima de Dekese
Rainy River District Women's Shelter of Hope
Reality of Aid Network
Red de Educación Popular entre Mujeres (REPEM)

Rehab Group
Restoration and Healing
Right to Play
Rural Development Foundation Global, Ltd.
Sakyadhita
Saratoga Foundation for Women Worldwide, Inc.
Service for Peace, Inc.
Shah Satnam Ji Green-S Welfare Force Wing
Singapore Institute of International Affairs
Société coopérative des agriculteurs du Cameroun – AGRIPO
Somali Women Civil War Survivors
Sudan Council of Voluntary Agencies (SCOVA)
Talented Girl Students Trust (TGST)
The Children’s Investment Fund Foundation (UK)
The International Alliance of Carer Organizations, Incorporated
The Iraqi Society for Emergency Medicine
The MILLA Project, Inc.
The Sindh Graduates Association
True Worth Foundation
Universal Networking Digital Language Foundation
University of Michigan
US Green Building Council, Inc.
US Human Rights Network, Inc.
USA Mali Charitable Association of NYC
US-Africa Synergy, Inc.
USC Canada
Victims of Crisis Aid Society
Volontari nel Mondo – FOCSIV
Wahine Maori Queensland, Inc.
Women’s Forum Fighting against the Violence on Women/Stree Atyachar Virodhi Parishad
Woods Hole Research Center
World Education Foundation (WE Foundation)
World Hunger Education Service
World Mission Good Seed
World Organization of Governance and Competitiveness
Young African Leaders Initiative, Limited

Young Men's Hebrew Association of the City of New York
Youth for Community, Academic & Development Services (YOCADS)
Youth for Unity and Voluntary Action

Projet de décision V

Calendrier et ordre du jour provisoire de la session de 2023 du Comité chargé des organisations non gouvernementales

Le Conseil économique et social :

a) Décide que la session ordinaire de 2023 du Comité chargé des organisations non gouvernementales se tiendra du 23 janvier au 1^{er} février et le 13 février et que la reprise de la session aura lieu du 15 au 23 mai et le 5 juin 2023 ;

b) Approuve l'ordre du jour provisoire de la session de 2023 du Comité, établi comme suit :

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Demandes d'admission au statut consultatif auprès du Conseil et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales :
 - a) Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures ;
 - b) Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement ;
 - c) Demandes émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif qui ont fusionné avec d'autres organisations non gouvernementales non dotées de ce statut.
4. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil :
 - a) Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif et dont l'examen a été reporté ;
 - b) Nouveaux rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif.
5. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales.
6. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil s'agissant, notamment, du processus d'accréditation des représentantes et représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil :
 - a) Processus d'accréditation des représentantes et représentants des organisations non gouvernementales ;
 - b) Questions inscrites à l'ordre du jour du groupe de travail informel ;
 - c) Questions connexes diverses.
7. Rapports spéciaux.

8. Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG.
9. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2024 du Comité.
10. Adoption du rapport du Comité.

Projet de décision VI

Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2022

Le Conseil économique et social prend note du rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de la reprise de sa session de 2022.

Projet de décision VII

Additif au rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2022

Le Conseil économique et social prend note de l'additif au rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2022 ([E/2022/32 \(Part II\)/Add.1](#)).

II. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales

2. Le Comité a examiné le point 3 a) de son ordre du jour, intitulé « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures », et le point 3 b), intitulé « Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement », de sa 15^e à sa 23^e séance et de sa 25^e à sa 27^e séance, du 29 août au 2 septembre et les 6 et 7 septembre. Il était saisi des documents suivants :

a) Liste des documents contenant les demandes d'admission au statut consultatif reçues d'organisations non gouvernementales dont le Comité a reporté l'examen lors de sessions antérieures ([E/C.2/2022/CRP.42](#)) ;

b) Mémoires du Secrétaire général relatifs aux nouvelles demandes d'admission au statut consultatif reçues d'organisations non gouvernementales ([E/C.2/2022/R.2/Add.22-39](#)).

A. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures

3. Le Comité a examiné le point 3 a) de son ordre du jour, intitulé « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures », de sa 18^e à sa 23^e séance et à ses 26^e et 27^e séances, du 30 août au 2 septembre et les 6 et 7 septembre. Il a examiné 348 demandes d'admission au statut consultatif dont il avait reporté l'examen lors de sessions antérieures.

4. À ses 20^e et 26^e séances, les 31 août et 6 septembre, le Comité a pris acte des décisions de deux organisations non gouvernementales de retirer leur demande [voir chap. I, projet de décision I, al. d)].

Demandes ayant fait l'objet d'une recommandation favorable

5. Le Comité a recommandé au Conseil d'accorder le statut consultatif spécial à 31 organisations [voir chap. I, projet de décision I, al. a)] :

American Kratom Association

Anukulan

Assembly of Representatives of the Peoples Living on the Territory of the Republic of Tatarstan Regional Public Organization

Association for Promoting Sustainability in Campuses and Communities

Brussels International Center for Research and Human Rights

Caritas India

Centre international pour la paix et les droits de l'homme (CIPADH)

Engineering Association for Development and Environment

Global Doctors for Choice, LLC

Global Forum for the Defence of the Less Privileged (GFDLP)

Grupo Português de Activistas sobre Tratamentos de VIH/SIDA « Pedro Santos » (GAT)

Health and Environment Justice Support, eV

Human Rights at Sea

Human Welfare Charitable Trust

INPUD, Limited

Instituto Campanha Nacional pelo Direito à Educação

International Rice Research Institute

Inti Raymi Fund, Inc.

John Retreat Center Cameroon

Kolkata Society for Cultural Heritage

Lanka Fundamental Rights Organization

Mukti

Piramal Swasthya Management and Research Institute

Prayas Juvenile Aid Centre

SecurityWomen

Social Progress Imperative, Inc.

The Malala Fund

The Royal Institute of International Affairs

Trustees of the University of Pennsylvania

Uttarakhand Jan Jagriti Samiti

Youth Development Center

Demandes dont l'examen a été reporté

6. Le Comité a décidé de reporter à nouveau l'examen des demandes d'admission des 247 organisations ci-après jusqu'à réception des réponses aux questions qu'il leur a posées à la reprise de sa session de 2022 :

Action League for Palestinians of Syria, Ltd.

Adyan Association

Akahatá –Equipo de Trabajo en Sexualidad y Géneros, Asociación Civil

Aliança Nacional LGBTI

Allianz für Demokratie in Laos, eV (ADL)

Alma Mater Studiorum – Università di Bologna

ALQST Human Rights

American Center for International Labor Solidarity

American Medical Women's Association, Inc.

American Sociological Association

Arab Media Union

Arab Organization for Arabization and Communication

Arabian Rights Watch Association

Arci Culture Solidali, APS (ARCS)

Armenian Women for Health and Healthy Environment, NGO

Asia Pacific Transgender Network

Asociación Civil Grupo SURES

Asociación Enraizados en Cristo y en la Sociedad

Asociația Romanian Women's Lobby

Associação Nacional de Juristas Evangélicos (ANAJURE)

Association de l'alliance nationale des Chourafa Naciryiene et leurs cousins, chargés des affaires de la Zaouia Naciria

Association de la femme saharienne pour le développement intégré

Association des Marocains victimes d'expulsion arbitraire de l'Algérie

Association for Social Solidarity and Empowerment Training Trust (ASSET)

Association Green Crescent (Croissant Vert-Mali) de Sikasso

Association of Lawyers of Russia

Association of Non-for-Profit Organizations to Facilitate the Drug Prevention and Socially Dangerous Behaviour "National Anti-Drug Union"

Association Tous pour l'intégration des migrants au Maroc

Associazione European Federation for Freedom of Belief

Associazione Luca Coscioni per la Libertà di Ricerca Scientifica

Assyrian Aid Society of America Inc.

Assyrian Documentation Centre

Autonomous Non-Profit Organization Humanitarian Programs Organization “Russian Humanitarian Mission”

Autonomous Non-Profit Organization of Promotion of the Development of International Relations in the Framework of the BRICS Group “International Alliance of BRICS Strategic Projects”

Autonomous Non-Profit Organization Research Center “Minority Report”

Avaaz Foundation

Baghbaan

Beijing People’s Association for Friendship with Foreign Countries

Belarusian Fund of Peace

CARE Scandinavia – Citizens against Radicalism & Extremism

Ceasefire Centre for Civilian Rights

Center for Military Human Rights Korea (CMHRK)

Centre for Participatory Democracy

Centre Idriss El Fakhouri des études et de recherches en sciences juridiques Oujda

Chanan Development Association

Charity Organization – International Charity Foundation “Global Ukraine”

Chinese Culture Promotion Society

Christian Solidarity International (CSI)

Cilvēktiesību Līgu Starptautiskās Federācijas Latvijas Cilvēktiesību komiteja

Comité de vigilance pour la démocratie en Tunisie

Committee for Justice

Common Good Foundation, Inc.

Congres mondial Amazigh (CMA)

Cooperazione Internazionale Sud Sud

Copernicus Berlin, eV

Coppieters Foundation

Database Center for North Korean Human Rights (NKDB)

De Regenboog Groep

Dhyana Peetha Charitable Trust

Dialogue & Development Forum

Diplomatic Mission Peace and Prosperity

Direct Focus Community Aid

Disability:IN

Dr. A. P. J. Abdul Kalam International Foundation

Eduactive Società Cooperativa

Eiropas demokrātijas attīstības centrs

Emberi Méltóság Központ
Environmental and Societal Development Foundation
Ethiopian Genocide Committee 1935–1941, Inc.
Eurazijos žalos mažinimo asociacija
Euro-Mediterranean Human Rights Monitor
European Foundation for South Asian Studies
European Interreligious Forum for Religious Freedom (EIFRF)
European Network of Migrant Women
European Network on Cultural Management and Policy
Fondacioni “Yesilay”
Fondazione Circolo Fratelli Rosselli
Forum for Development and Human Rights Dialogue
Forum of European Muslim Youth and Student Organisations
Foundation for a Drug-Free World
Fundació Josep Irla
Fundación Venezolana por el Derecho a la Vivienda
Fundacja Otwarty Dialog
General Union of Arab Experts
Global Action for Trans* Equality, Inc.
Global Alumni Alliance
Global Citizen Forum
Global Detention Project
Global Energy Interconnection Development and Cooperation Organization
Global Village Forum Chakwal c/o Shaheen Degree College Chappar Bazar Chakwal
Gramin Vikas Vigyan Samiti
Habilian Association
Harm Reduction Australia, Limited
Hellenic Institute of Cultural Diplomacy, Non-Profit Civil Association
Hokok Coalición Internacional contra la Impunidad
Human Rights Protection Group and MFP Federation
Human Rights Protection Organization
Humanitarian Aid International
IFEX
Ilankai Tamil Sangam, Inc.
Imam Khomeini Relief Foundation
Incentive Care Foundation

India Youth for Society
Instance démocratique pour la citoyenneté et les droits de l'homme
Institute for Integrated Rural Development
Institute of Peace and Diplomatic Studies (IPD)
International Action Network for Gender Equity and Law
International Anti Terrorism Movement
International Association for the Development of the Abaza-Abkhaz Ethnos
"Alashara"
International Civil Society Action Network, Inc.
International Funders for Indigenous Peoples, Inc.
International Human Rights Commission/Commission internationale des droits de
l'homme/Mezinárodní komise pro lidská práva – nadační fond (IHRC – nadační fond)
International Human Right Organization
International Society of Criminology
International Young Catholic Students
International Youth Federation
InterPride
Intl. WeLoveU Foundation
Jan Lok Kalyan Parishad
Kandilarla Dayanişma Vakfı
Khmers Kampuchea-Krom Federation
Kvinnors Nätverk
L'institut européen de droit international et les relations internationales (IEDI)/The
European Institute for International Law and International Relations (EIL)
Lahore Educational and Welfare Society
Life Bliss Foundation, Inc.
Life Bliss Foundation (Singapore)
Life Bliss of New Zealand Charitable Trust
Luftbrücke Irak, eV
Magistrats européens pour la démocratie et les libertés (MEDEL)
Mentor Amiable Professional Society
Merciful Souls, RA/Al-Qolub Al-Rahima, RA
Migrant Clinicians Network, Inc.
"Mission Armenia" Charitable Non-Governmental Organization
Mnemonic Non-Profit Entrepreneurial Company with Limited Liability
Mumbai Smiles Foundation
Muslim Hands

Mwatana Organization for Human Rights
Nagrik Foundation
National Committee on BRICS Research
Nations Global Consulting, LLC
Nithanandeshwara Hindu Temple, Charlotte
Nithya Annamandir Trust
Nithya Gnanadhan Trust
Nithyananda Anna Mandir
Nithyananda Dhyanapectam
Nithyananda Dhyanapectam of Columbus
Nithyananda Dhyanapectam of Oklahoma City, Inc.
Nithyananda Dhyanapectam of San Jose
Nithyananda Dhyanapectam of Seattle
Nithyananda Dhyanapectam of St. Louis
Nithyananda Dhyanapectam TCD Trust
Nithyananda Foundation
Nithyananda Meditation Academy
Nithyananda Meditation Academy UK
Nithyananda Sangha Australia, Inc.
Nithyanandeshwar Devasthanam Trust
Nobel Women's Initiative
Non-Governmental Organization "Association of Wives and Mothers of Soldiers
Participating in Ato"
Northeastern University
NOVACT
Now Action & Unity for Human Rights (NAUH)
NTC – Hands off Cain
Òmniun Cultural
ONG L'ange gardien
Organisation Tamaynut
Organization of Female Conscience Renewal
Österreichischer Rat für Nachhaltige Entwicklung – Österreichischer
Nachhaltigkeitsrat für soziale, ökologische und ökonomische Angelegenheiten
OxYGen Foundation for Protection of Women and Youth Rights
Pak Special Persons Welfare Society
Pakistan Press Foundation
Palestinian Association for Human Rights – Witness

Panhellenic Union of Cappadocian Associations
Peace without Limits International Organization, Inc. (PWL)
PeaceCorea
Persatuan Penganut Nithyananda Sangha Malaysia
Photographers without Borders
Populous Education Foundation
Pouya Institute for Communications and Social Development
Pro Rural
Public Association “Regional Consumer Protection Society” (PA “Regional Consumer Protection Society”)
Pusat Komax, Sdn. Bhd.
Robert Bosch Stiftung Gesellschaft mit beschränkter Haftung
Salam for Democracy and Human Rights
SAM pour les droits et les libertés
Samara Center for Youth Employment, Socialization and Cultural Development
Autonomous Non-Profit Organization “Garmoniya”
Secours islamique France
Sheikh Abdullah Al Nouri Charity Society
Shenzhen Foundation for International Exchange and Cooperation
SJAC
SKT Welfare
Solidariteit/Solidarity
Solidarity for Peace and Reunification of Korea
Somali Green Crescent Society
SosialBen Vakfi
Su Politikaları Derneği
Syria Relief
Syrian Legal Development Programme
Syrian Youth Council
Tai Studies Center
Tamdeen Youth Foundation
Terre des femmes/Menschenrechte fuer die Frau, eV
The Auschwitz Institute for Peace and Reconciliation
“The Awakening” – A Society for Social & Cultural Development
The Bar Human Rights Committee
The Center for Bioethics and Culture
The Center for Justice and Accountability

The Conflict and Environment Observatory
The Global Energy Association on Development of International Research and
Projects in the Field of Energy
The Global Initiative against Transnational Organized Crime
The Gulmit Educational and Social Welfare Society, Hunza Gilgit
The Humanitarian Forum
The International Center for Supporting Rights and Freedoms
The International Institute on Race, Equality and Human Rights
The Minderoo Foundation, Pty. Ltd.
The National Democratic Institute for International Affairs (NDI)
The New Woman Foundation
The ONE Campaign
The Voice Society
Tom Lantos Foundation for Human Rights and Justice
Transitional Justice Working Group
Transnational Anti-Organized Crime Intelligence Group, Inc. (TAOC-IG)
Turkish Marine Research Foundation (TÜDAV)
Türkiye Diyanet Vakfı
Türkiye Gençlik Vakfı (TÜGVA)
Ukrainian Think Tanks Liaison Office in Brussels
Uluslararası Mülteci Hakları Derneği
Uluslararası Öğrenci Dernekleri Federasyonu
Unione degli Atei e degli Agnostici Razionalisti (UAAR)
United for Human Rights
United Global Organization of Development (UGOOD)
Urgent Action Fund for Women's Human Rights
US Council of Muslim Organizations
Uyghur Human Rights Project
Verein Euro Mea
Vishwa Manavadhikar Parishad
Vithu Trust Fund
War Child
Welfare Association Jared
West Papua Interest Association
Women's Refugee Commission, Inc.
World Historic and Cultural Canal Cities Cooperation Organization
Y4D Foundation

Youth for Human Rights International

Youth for Human Rights Pakistan

Youth Love Egypt Foundation

YS Makhdoomi Memorial Educational Trust

Zam Zam Foundation

7. À la 19^e séance, le 31 août, le représentant de Cuba s'est référé à une note verbale de la Mission permanente des Philippines auprès de l'Organisation des Nations Unies, datée du 30 août 2022, concernant l'organisation Transnational Anti-Organized Crime Intelligence Group (TAOC-IG), informant le Comité que le certificat de constitution de l'organisation avait été révoqué du fait que celle-ci violait les lois nationales. Il a demandé au Secrétariat de préciser si le Comité pouvait procéder à l'examen de la demande alors que l'enregistrement avait été révoqué.

8. La représentante des États-Unis d'Amérique a déclaré que l'enregistrement d'une organisation non gouvernementale dans une juridiction particulière n'est pas une prescription de la résolution 1996/31 du Conseil.

9. Le représentant de Cuba a rappelé les dispositions du paragraphe 10 de la résolution, dans lequel il est stipulé que les organisations non gouvernementales doivent avoir un siège reconnu et un acte constitutif adopté selon des principes démocratiques. Il a demandé si une organisation non gouvernementale pouvait toujours être considérée comme légitime si le pays dans lequel elle a ses activités a informé le Comité qu'elle n'est plus reconnue comme organisation non gouvernementale.

10. Le représentant de la Fédération de Russie s'est rangé à l'avis du représentant de Cuba et a ajouté que la publication d'une lettre officielle concernant le non-enregistrement de l'organisation remettait en question la légitimité de celle-ci. Il a demandé des précisions au Secrétariat concernant les processus de vérification permettant de déterminer l'authenticité des documents soumis par les organisations non gouvernementales à l'appui de leurs demandes. Le représentant de la Chine s'est fait l'écho des préoccupations exprimées par les représentants de Cuba et de la Fédération de Russie.

11. La représentante des États-Unis d'Amérique a soutenu que la demande de l'organisation était conforme aux prescriptions de la résolution 1996/3 du fait que l'organisation avait un siège reconnu aux Philippines. Le représentant de l'Estonie s'est rallié à la position des États-Unis d'Amérique.

12. Le représentant de la Türkiye a également partagé les préoccupations soulevées par les représentants de Cuba et de la Fédération de Russie. Rappelant la décision prise par le Comité en 2017 concernant les cas d'organisations non gouvernementales en Türkiye qui ont été dissoutes par un décret ayant force de loi, il a affirmé que lorsqu'une organisation perdait son statut juridique dans le pays où elle avait été initialement enregistrée, la justification de son statut consultatif cessait d'exister. Il a également déclaré que, dans les cas où la législation nationale exigeait que les ONG s'enregistrent officiellement, la révocation de cet enregistrement devait être dûment prise en compte par le Comité.

13. Le Secrétariat a indiqué que les ONG demandant le statut consultatif n'étaient tenues de fournir des preuves d'enregistrement que dans le seul but d'établir la preuve de leur existence pendant au moins deux ans avant leur demande, comme le stipulait la résolution. Il a en outre précisé que la question de l'enregistrement était distincte de celle de la personnalité juridique et que la demande présentée au Comité sortait du

contexte des délibérations du Comité en 2017 concernant les organisations en Türkiye en 2017.

14. Le représentant de l'Inde a souligné que la question de la personnalité juridique était importante et proposé que le Comité délibère de manière approfondie à ce sujet dans l'avenir afin d'examiner la question de l'enregistrement et de la personnalité juridique dans les juridictions où l'enregistrement des organisations non gouvernementales est requis.

15. Après de nouvelles délibérations, le Comité a convenu de transmettre la note verbale à l'organisation afin de recueillir son avis avant de prendre d'autres mesures.

16. À la 20^e séance, le 31 août, le représentant de la Fédération de Russie est revenu sur la question qu'avait posée la délégation estonienne à l'organisation International Association for the Development of the Abaza-Abkhaz Ethnos « Alashara » au sujet de l'emploi par celle-ci de termes supposément incorrects. Il a indiqué que sa délégation considérait que cette question ne constituait pas une prise de position du Comité sur le statut officiel de la République d'Abkhazie et n'avait pas d'incidence sur la position de la Fédération de Russie sur la question de la reconnaissance de la République d'Abkhazie comme État souverain.

Gulf Centre for Human Rights, Limited (GCHR)

17. À sa 27^e séance, le 7 septembre, le Comité a examiné la demande de l'organisation non gouvernementale Gulf Centre for Human Rights, Limited. La représentante des États-Unis d'Amérique a noté que l'examen de la demande de l'organisation avait été différée par le Comité depuis 2016 et déclaré que l'organisation avait répondu aux questions du Comité de manière exhaustive. Elle a présenté une motion de vote, en vertu de l'article 59 du règlement intérieur du Conseil, pour que le Comité recommande l'octroi du statut consultatif à l'organisation.

18. Le Comité a voté contre la motion présentée par les États-Unis d'Amérique visant à recommander l'octroi du statut consultatif à l'organisation lors d'un vote par appel nominal, par 10 voix contre 5, avec 2 abstentions. 15 des 19 membres du Comité étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Brésil, Estonie, États-Unis d'Amérique, Grèce, Israël, Mexique.

Ont voté contre :

Bahreïn, Burundi, Chine, Cuba, Inde, Nicaragua, Nigeria, Pakistan, Fédération de Russie, Soudan.

Se sont abstenus :

Grèce, Türkiye.

Étaient absents :

Eswatini, Libye.

International Dalit Solidarity Network

19. À la même séance, le Comité a examiné la demande de l'organisation non gouvernementale International Dalit Solidarity Network. Suite à une question posée à l'organisation par le représentant de l'Inde, la représentante des États-Unis d'Amérique a noté que l'examen de la demande de l'organisation avait été reporté par le Comité depuis 2008. Elle a déclaré que l'organisation avait répondu aux questions répétitives posées par le Comité. Elle a présenté une motion de vote, en vertu de

l'article 59 du règlement intérieur du Conseil, pour que le Comité recommande l'octroi du statut consultatif à l'organisation.

20. Avant le vote, le représentant de l'Inde, dans une déclaration expliquant son vote, a soutenu que les questions posées à l'organisation faisaient partie de la diligence raisonnable exercée par tous les membres du Comité sur la base de leur droit et de leur devoir de veiller à l'exécution du mandat du Comité. Il a déclaré que sa délégation voterait contre la motion et exhorté les autres membres à voter contre.

21. Le Comité a voté contre la motion présentée par les États-Unis d'Amérique visant à recommander l'octroi du statut consultatif à l'organisation lors d'un vote par appel nominal, par 10 voix contre 5, avec 2 abstentions. 15 des 19 membres du Comité étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Brésil, Estonie, États-Unis d'Amérique, Grèce, Israël, Mexique.

Ont voté contre :

Bahreïn, Burundi, Chine, Cuba, Inde, Nicaragua, Nigeria, Pakistan, Fédération de Russie, Soudan.

Se sont abstenus :

Grèce, Türkiye.

Étaient absents :

Eswatini, Libye.

22. Après le vote, le représentant de l'Éthiopie a fait une déclaration pour expliquer son vote. Il a déclaré que le vote de sa délégation se fondait sur la procédure suivie par le Comité et mis en garde contre la politisation des modalités de travail habituelles du Comité. À cet égard, il a souligné que le Comité travaillait par consensus. Il a souligné que le vote de sa délégation ne portait pas sur les activités de l'organisation concernée, mais sur les principes fondamentaux défendus par sa délégation.

23. Dans une déclaration générale après le vote, la représentante des États-Unis d'Amérique a regretté la politisation du Comité et ses décisions arbitraires. Elle reconnaissait le droit du Comité de procéder à un examen approfondi de chaque demande émanant d'organisations non gouvernementales mais a noté que l'examen de la demande de l'organisation en question avait été reporté pendant 15 ans et que l'organisation avait répondu à toutes les questions du Comité. Elle a affirmé que l'organisation avait été prise pour cible en raison de ses activités et que les questions qui lui avaient été posées n'étaient pas fondées sur la résolution 1996/31. Elle a réitéré les préoccupations de sa délégation concernant la politisation des organisations non gouvernementales et le recours abusif aux critères établis par la résolution 1996/31 du Conseil, et déclaré que cela constituait un abus de l'autorité du Comité.

24. À la 27^e séance, le 7 septembre, la représentante des États-Unis d'Amérique a présenté une motion de vote, conformément à l'article 59 du règlement intérieur du Conseil, pour que le Comité se prononce sur la recommandation d'accorder le statut consultatif à plusieurs organisations. Elle a informé le Comité que sa délégation avait sélectionné les organisations concernées sur la base d'un ensemble de critères objectifs, à savoir des organisations dont l'examen des demandes avait été reporté depuis au moins quatre ans et qui répondaient de manière satisfaisante aux questions du Comité, et qu'il avait été tenu compte de la diversité des endroits où se trouvaient ces organisations et de leurs domaines d'activité. Elle a ajouté que la crédibilité des organisations concernées était conforme aux dispositions de la résolution 1996/31 et qu'elles avaient été soigneusement sélectionnées par sa délégation.

25. Le Comité a procédé au vote sur les demandes des organisations mentionnées ci-dessous.

Bahrain Center for Human Rights

26. Le Comité a voté contre la motion présentée par les États-Unis d'Amérique visant à recommander l'octroi du statut consultatif à l'organisation lors d'un vote par appel nominal, par 10 voix contre 5, avec 2 abstentions. 15 des 19 membres du Comité étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Brésil, Estonie, États-Unis d'Amérique, Grèce, Israël, Mexique.

Ont voté contre :

Bahreïn, Burundi, Chine, Cuba, Inde, Nicaragua, Nigeria, Pakistan, Fédération de Russie, Soudan.

Se sont abstenus :

Grèce, Türkiye.

Étaient absents :

Eswatini, Libye.

Coptic Solidarity

27. Le Comité a voté contre la motion présentée par les États-Unis d'Amérique visant à recommander l'octroi du statut consultatif à l'organisation lors d'un vote par appel nominal, par 10 voix contre 5, avec 2 abstentions. 15 des 19 membres du Comité étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Brésil, Estonie, États-Unis d'Amérique, Grèce, Israël, Mexique.

Ont voté contre :

Bahreïn, Burundi, Chine, Cuba, Inde, Nicaragua, Nigeria, Pakistan, Fédération de Russie, Soudan.

Se sont abstenus :

Grèce, Türkiye.

Étaient absents :

Eswatini, Libye.

Arab-European Center of Human Rights and International Law (AECHRIL)

28. Le Comité a voté contre la motion présentée par les États-Unis d'Amérique visant à recommander l'octroi du statut consultatif à l'organisation lors d'un vote par appel nominal, par 10 voix contre 5, avec 2 abstentions. 15 des 19 membres du Comité étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Brésil, Estonie, États-Unis d'Amérique, Grèce, Israël, Mexique.

Ont voté contre :

Bahreïn, Burundi, Chine, Cuba, Inde, Nicaragua, Nigeria, Pakistan, Fédération de Russie, Soudan.

Se sont abstenus :

Grèce, Türkiye.

Étaient absents :

Eswatini, Libye.

The Andrey Rylkov Foundation for Health and Social Justice

29. Le Comité a voté contre la motion présentée par les États-Unis d'Amérique visant à recommander l'octroi du statut consultatif à l'organisation lors d'un vote par appel nominal, par 10 voix contre 5, avec 2 abstentions. 15 des 19 membres du Comité étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Brésil, Estonie, États-Unis d'Amérique, Grèce, Israël, Mexique.

Ont voté contre :

Bahreïn, Burundi, Chine, Cuba, Inde, Nicaragua, Nigeria, Pakistan, Fédération de Russie, Soudan.

Se sont abstenus :

Grèce, Türkiye.

Étaient absents :

Eswatini, Libye.

The Union of Non-Governmental Associations – The International Non-Governmental Organization « The World Union of Cossack Atamans »

30. Le Comité a voté contre la motion présentée par les États-Unis d'Amérique visant à recommander l'octroi du statut consultatif à l'organisation lors d'un vote par appel nominal, par 10 voix contre 5, avec 2 abstentions. 15 des 19 membres du Comité étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Brésil, Estonie, États-Unis d'Amérique, Grèce, Israël, Mexique.

Ont voté contre :

Bahreïn, Burundi, Chine, Cuba, Inde, Nicaragua, Nigeria, Pakistan, Fédération de Russie, Soudan.

Se sont abstenus :

Grèce, Türkiye.

Étaient absents :

Eswatini, Libye.

Interregional Non-Governmental Human Rights Organization « Man and Law »

31. Le Comité a voté contre la motion présentée par les États-Unis d'Amérique visant à recommander l'octroi du statut consultatif à l'organisation lors d'un vote par appel nominal, par 10 voix contre 5, avec 2 abstentions. 15 des 19 membres du Comité étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Brésil, Estonie, États-Unis d'Amérique, Grèce, Israël, Mexique.

Ont voté contre :

Bahreïn, Burundi, Chine, Cuba, Inde, Nicaragua, Nigeria, Pakistan, Fédération de Russie, Soudan.

Se sont abstenus :

Grèce, Türkiye.

Étaient absents :

Eswatini, Libye.

World without Genocide

32. Le Comité a voté contre la motion présentée par les États-Unis d'Amérique visant à recommander l'octroi du statut consultatif à l'organisation lors d'un vote par appel nominal, par 11 voix contre 5, avec 1 abstention. 19 des 16 membres du Comité étaient présents et ont voté. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour :

Brésil, Estonie, États-Unis d'Amérique, Grèce, Israël, Mexique.

Ont voté contre :

Bahreïn, Burundi, Chine, Cuba, Fédération de Russie, Inde, Nicaragua, Nigeria, Pakistan, Soudan, Türkiye.

Se sont abstenus :

Grèce.

Étaient absents :

Eswatini, Libye.

33. Après le vote, la représentante du Mexique a fait une déclaration pour expliquer son vote concernant les demandes de toutes les organisations au sujet desquelles le Comité avait voté. Elle s'est félicitée de la proposition des États-Unis d'Amérique tendant à ce que le Comité recommande l'octroi du statut consultatif aux organisations concernées et a fait part de la conviction de sa délégation que les informations qui ont été fournies par ces organisations étaient adéquates et conformes aux dispositions de la résolution 1996/31. À cet égard, elle a déclaré que sa délégation n'avait pas d'autres questions et qu'elle considérait qu'une recommandation visant à accorder le statut consultatif aux organisations était appropriée. Elle a affirmé que le vote de sa délégation était conforme au principe d'ouverture envers les organisations non gouvernementales que son gouvernement pratique en tant que politique nationale, ainsi qu'au soutien de son gouvernement à la participation de la société civile aux travaux de l'Organisation des Nations Unies. Elle s'est félicitée de l'ensemble spécifique de critères appliqués à la sélection des organisations dont les demandes ont été mises aux voix et a convenu que le Comité dans son ensemble pourrait se mettre d'accord sur des critères permettant de se prononcer sur les demandes dont l'examen était reporté depuis longtemps.

34. Après le vote, le représentant de Cuba a fait une déclaration pour expliquer son vote concernant toutes les demandes d'organisations qui ont été mises aux voix. Il a déclaré que les votes de sa délégation ne constituaient pas un jugement sur le travail spécifique ou le mérite des organisations mais tenaient à des questions de procédure. Il a déclaré qu'en tant que membre responsable du Comité, sa délégation avait fondé son travail sur la pratique établie et les méthodes de travail du Comité ainsi que sur la résolution 1996/31. À cet égard, il a affirmé que sa délégation ne pouvait pas soutenir l'exercice sélectif proposé par la délégation des États-Unis d'Amérique, qui, selon lui, constituait une violation des méthodes de travail du Comité. Il a fait remarquer que les membres du Comité avaient été élus par le Conseil pour entreprendre la tâche difficile d'évaluer des organisations demandant l'octroi du statut consultatif et que la grande majorité de ces organisations avait accompli un travail louable, dans des circonstances très difficiles, pour soutenir l'action de l'Organisation des Nations Unies. À cet égard, il a déclaré que l'exercice sélectif de la délégation des États-Unis d'Amérique remettait en question la composition du Comité. Il a souligné que le résultat des votes montrait que les membres du Comité rejetaient cette approche sélective. En ce qui concernait les critères utilisés pour les organisations dont la demande avait été soumise aux voix, il a souligné que de nombreuses autres organisations avaient vu l'examen de leurs demandes reporté par le Comité depuis 2016 et avait satisfait aux critères évoqués, mais n'avaient pas été

incluses dans la liste des organisations dont les demandes avaient été soumises aux voix. À cet égard, le représentant de Cuba a soutenu que les critères appliqués à la sélection des organisations dont les demandes ont été mises aux voix étaient sélectifs et non objectifs. Il a de nouveau souligné que les votes de sa délégation ne constituaient pas un jugement sur le travail des organisations concernées, mais tenaient au processus qui avait été suivi. Il a déclaré que le résultat des votes avait montré que le Comité agissait de manière responsable, conformément à la résolution 1996/31. Il a réaffirmé l'attachement de sa délégation aux méthodes de travail du Comité, à sa pratique établie et à la résolution 1996/31, et réitéré que sa délégation ne pouvait appuyer un exercice sélectif qui violait les méthodes de travail du Comité.

35. Après le vote, le représentant du Pakistan a fait une déclaration pour expliquer son vote, dans laquelle il a réaffirmé que tous les votes exprimés par sa délégation étaient fondés sur les principes relatifs aux méthodes de travail du Comité et souligné que ces votes ne constituaient pas un jugement sur les activités des organisations concernées. Il a souligné que le Comité avait travaillé par consensus et précisé que chaque délégation utilisait des critères différents pour évaluer les demandes des délégations. Il a souligné aussi que huit des organisations dont les demandes avaient été soumises aux voix n'avaient pas répondu aux questions que leur avait posées le Comité. En ce qui concernait les critères évoqués concernant la soumission aux voix des demandes présentées au Comité, il a fait remarquer que de nombreuses autres organisations dont l'examen des demandes avaient été reporté répondaient à ces critères, mais n'avaient pas été incluses dans la liste des organisations dont les demandes devaient être examinées. Il a souligné que sa délégation respectait le droit des membres du Comité à poser des questions et réaffirmé que le vote de sa délégation était fondé sur le principe selon lequel le Comité devait travailler par consensus.

36. Après le vote, la représentante de Bahreïn a fait une déclaration pour expliquer son vote. Elle a déclaré que sa délégation avait voté contre les motions présentées par la représentante des États-Unis d'Amérique en raison de sa préoccupation concernant la procédure suivie et son implication sur les travaux et le fonctionnement du Comité ainsi que sur les droits et obligations des membres élus du Comité. Elle a réitéré la ferme conviction de sa délégation quant à l'importance des contributions apportées par la société civile aux travaux de l'Organisation des Nations unies.

37. Après le vote, dans une déclaration expliquant son vote, le représentant de la Fédération de Russie a déclaré que le Comité avait été témoin du recours à une politique de deux poids deux mesures de la part de la délégation des États-Unis d'Amérique. En ce qui concernait la déclaration relative aux critères objectifs appliqués pour sélectionner les organisations dont il était proposé de soumettre aux voix les demandes présentées au Comité, il a fait remarquer qu'un grand nombre des organisations dont l'examen des demandes avait été reporté et qui avait satisfait aux critères ne figurait pas dans la liste de ces organisations, et a avancé que la délégation des États-Unis d'Amérique avait appliqué ses propres critères subjectifs. Il a cité l'exemple d'une organisation dont le dossier avait été examiné par le Comité pendant sept ans et dont la demande d'octroi du statut consultatif avaient été bloquée par la délégation des États-Unis d'Amérique. Il a affirmé qu'au moins 30 organisations étaient dans une situation similaire, auxquelles il avait été posé des questions répétitives et sans fondement, et a exhorté les membres du Comité à adhérer aux principes qu'ils avaient énoncés.

38. Après le vote, dans une déclaration pour expliquer tous les votes exprimés par sa délégation, le représentant de la Chine a affirmé le soutien de sa délégation à la participation des organisations non gouvernementales aux travaux de l'ONU en bon ordre, conformément à la résolution 1996/31 du Conseil. Il a déclaré que les votes de sa délégation étaient fondés sur le respect du règlement intérieur de l'Organisation

des Nations Unies et de l'autorité du Comité. Il a regretté la politisation continue du travail du Comité et les actions qui ont sapé les méthodes de travail de ce dernier, leur caractère consensuel et la résolution 1996/31. Il a déclaré que les votes de la majorité des membres du Comité ont montré que ceux-ci désapprouvaient de telles pratiques, ce qui témoignait d'un mépris pour les méthodes de travail et l'autorité du Comité. Il a rappelé que les membres du Comité avaient travaillé ensemble de manière efficace et avaient mené à bien l'examen de son ordre du jour, et exhorté les membres à respecter le caractère consensuel, les règles et l'autorité du Comité.

39. Après le vote, le représentant de l'Inde a fait une déclaration pour expliquer son vote concernant tous les votes exprimés par sa délégation. Il a souligné que les votes de sa délégation ne reflétaient pas une position quant au travail des neuf organisations concernés mais étaient basés sur la position de principe cohérente de sa délégation sur la procédure suivie par le Comité. Il a affirmé que les propositions de vote présentées au Comité pourraient saper et affecter négativement la pratique de longue date suivie par ce dernier. Il a également déclaré que sa délégation ne partageait pas l'affirmation selon laquelle les travaux du Comité n'étaient pas conformes à la résolution 1996/31. Il a maintenu que, dans la résolution, le Conseil a établi des critères spécifiques pour l'évaluation des demandes, et souligné que la résolution contenait des lignes directrices destinées à orienter les travaux du Comité. Il a soutenu que la définition de critères objectifs devrait être entreprise par le Comité et non être imposé aux membres du Comité à la discrétion subjective d'un membre. Il a fait remarquer que la liste des organisations non gouvernementales dont les demandes ont été soumises aux voix au Comité ne comprenait pas toutes les organisations dont l'examen des demandes avait été reporté depuis au moins quatre ans et a déclaré que l'accent mis sur les critères objectifs était mal avisé. Il a souligné qu'il appartenait au Comité en tant qu'organe intergouvernemental d'évaluer la crédibilité des organisations dont les demandes lui sont présentées et mis en garde contre les affirmations selon lesquelles certaines organisations ne seraient pas légitimes.

40. Dans une déclaration générale après le vote, la représentante des États-Unis d'Amérique a exprimé la déception de sa délégation quant aux résultats du vote et déclaré qu'il montrait la politisation du Comité et un recours à mauvais escient aux droits du Comité définis dans la résolution 1996/31. Elle a rappelé que les organisations dont les demandes ont été présentées au Comité avaient été sélectionnées sur la base de critères spécifiques, notamment le fait que l'examen de leurs demandes avait été reporté pendant au moins quatre ans et que ces organisations avaient toutes répondu de manière satisfaisante aux questions du Comité. Elle a en outre réaffirmé que les organisations concernées étaient crédibles, conformément à la résolution 1996/31. Elle a déclaré qu'elles avaient fait l'objet d'un examen approfondi par sa délégation et que rien ne suscitait l'inquiétude concernant des liens avec des gouvernements, le terrorisme ou la corruption. Elle a en outre fait remarquer que les organisations concernées avaient des activités dans divers endroits, et a informé le Comité qu'elles avaient toutes accepté que leurs demandes soient soumises aux voix au Comité. Elle a affirmé que le Comité n'avait pas agi dans le cadre de son mandat consistant à ouvrir un espace pour la société civile afin qu'elle participe aux travaux de l'Organisation des Nations Unies.

41. Après le vote, la représentante des États-Unis d'Amérique a fait une autre déclaration générale. Elle a précisé que la liste des neuf organisations dont les demandes ont été soumises aux voix au Comité ne comprenait pas la liste complète des organisations qui remplissaient les critères appliqués par sa délégation, en ajoutant que la motion présentée par sa délégation était une tentative de réduire la liste des nombreuses organisations dont les demandes avaient été reportées et qui remplissaient les critères. Elle a maintenu que les critères décrits par sa délégation devraient être appliqués par tous les membres du Comité car ils étaient fondés sur les

principes énoncés dans la résolution 1996/31. Elle a également déclaré qu'il ressortait des déclarations expliquant les votes après le vote qu'il n'y avait pas de préoccupations crédibles concernant les neuf organisations. Elle a déclaré que sa délégation s'efforçait d'établir la crédibilité de certaines des organisations dont l'examen des demandes avait été reporté de nombreuses années durant. Elle a réitéré l'avis de sa délégation selon lequel le Comité ne respectait pas la résolution 1996/31. À cet égard, elle a rappelé que le Conseil était revenu sur la décision d'une motion de non-action du Comité en juillet, et a demandé à celui-ci de mieux s'employer à s'acquitter de son mandat.

42. Le représentant de Cuba a souligné que les critères appliqués par les États-Unis d'Amérique pour sélectionner les neuf organisations dont les demandes seraient soumises aux voix au Comité et la détermination de la crédibilité de ces organisations avaient été subjectifs. Il a soutenu que les mesures subjectives qui ont été prises violaient les méthodes de travail du Comité et sapaient son autorité.

Demandes dont l'examen a été clos, sans préjudice de nouvelles demandes

43. À sa 27^e séance, le 7 septembre, le Comité a décidé de clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes de 59 organisations non gouvernementales qui n'avaient pas répondu aux questions qu'il leur avait posées, malgré trois rappels [voir chap. I, projet de décision I, al. e)].

B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement

44. Le Comité a examiné le point 3 b) de son ordre du jour, intitulé « Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement », de sa 15^e à sa 18^e séance, les 29 et 30 août, et à ses 25^e et 26^e séances, le 6 septembre. Au total, il a examiné 216 demandes d'admission au statut consultatif.

Nouvelles demandes ayant fait l'objet d'une recommandation favorable

45. Le Comité a recommandé au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif aux 142 organisations ci-après, parmi les 216 qui avaient présenté de nouvelles demandes [voir chap. I, projet de décision I, al. a)] :

Admighty Foundation

African Refugee and Migrants Aid (ARMA)

African Smart Cities Innovation Foundation

Afrolatino

Agency of International Cooperation for Development, Inc.

AID & RES

Al Najm

AlterContacts

Andaa Vijana Initiative

Arab African Council for Peace and Development

Ardha Jabesa Foundation

Asociación de Mujeres Cineastas y de Medios Audiovisuales (CIMA)

Assist – Associazione Nazionale Atlete

Associação Esporte e Vida
Association for Community Development (ACD)
Association inter-migrants Suisse (INMISUISSE)
Association of Language Testers in Europe (ALTE)
Association of University Radiologists
Association of Women Professional Financial Managers
Association pour le droit de l’homme et le développement durable
Atheist Ireland
Ban Ki-moon Centre for Global Citizens/Ban Ki-moon Zentrum für globale Bürger
Beat Nb Cancer Foundation, Inc.
Beijing Chaoyang District Yongxu Global Environmental Institute
Beijing Global Talent Exchange Association
Betneely Charity Foundation
Beyond Mentors Community Care Initiative
BFWorld
Building Foundation for Development
Bureau international des droits des enfants/International Bureau for Children’s Rights
Business Council for International Understanding
Canadian Medical Association
Cashew Gardens Community Council
China Ethnic Minorities’ Association for External Exchanges
China Federation of Internet Societies
Chongqing Centre for Equal Social Development
Coalition of Societies for the Rights of Older Persons in Nigeria
Corporación Mujeres Católicas por el Derecho a Decidir de Colombia
Defence and Police Officers’ Wives Association (DEPOWA)
Destined Kids Assistance Program, Inc. (DEKAP)
Duroo
Échos de la justice pour le développement communautaire
Elsophi Save the Family, Limited
Espoir du Congo pour le développement durable
Fondation suisse de déminage (FSD)
Fundación Comparlante
Fundación Eduxi
Fundación Estudiantes Internacionales Debatiendo por el Saber (EIDOS)
Fundación Jecani

Fundación Mundo Sano
Fundación Red de Salud de las Mujeres Latinoamericanas y del Caribe
Garifuna Indigenous People of St. Vincent and the Grenadines, Inc.
Geledés – Instituto da Mulher Negra
Ghana Federation of Disability Organisations
Global Organization for Sustainable Development Goals, Inc.
Global Srilankan Forum United Kingdom
Good Friends International
H4P
Hands to Help International Foundation
HARO Riksorg., Valfrihet Jämställdhet Föräld.skap
Health Finance Institute
Help Restore International
Herkes için Eşitlik ve Liderlik Platformu Derneği
Hope for the Vulnerable Initiative
House of Africa
Human Rights Research League
Images for Inclusion, Inc.
Inner Trip Reiyukai International
Instituto Alana
Instituto Ceu Estrela Guia
Instituto Internacional de Derecho y Medio Ambiente/International Institute for Law and the Environment
Internacionalna Policijska Organizacija/International Police Organization
International Assembly of Roma
International Federation of Women Lawyers (Nigeria)
International Probono Legal Services Association, Limited
INTERPOL Center
Jacobs-Abbey Global Institute for Leadership Studies, Inc.
Japan Civil Society Network on SDGs
JKCS Edu India Foundation
Just Clean It, Limited
Kazit Children Development Foundation
King Abdulaziz Center for National Dialogue
Korea Leaders Forum: Caring and Serving People
Larsa Organization
Law & Justice Foundation

Legal Analysis and Research Public Union
Les Caribous libérés
Life of the Children
Manitoba Council for International Co-operation, Inc.
Millennium Child Support Group
Model European Parliament Italia
National Center on Sexual Exploitation, Inc.
National Ethnic Disability Alliance, Incorporated
National Resource Center on Domestic Violence, Inc.
Native American Fatherhood & Families Association
Never Again Rwanda
Nouveau point de vue (NPDV)
ONG Cruz Verde Ambiental
Ordre suprême des ancêtres
Patient Access Network
Perkumpulan Teknologi Informasi dan Open Source
Policy & Economic Alliance Caring of Earth
Raisons africaines
ReflectUS
Research Institute for Japan's Globalization
Saving the Nations Ministries International
SEN Slovensko a Česko
Serendipity Healthcare Foundation
Seton Hall University
Society for Personality and Social Psychology, Inc.
South Asian Women Development Forum
Sri Lankan Youth Organization, Inc.
Sristy Human Rights Society
St. Gabriel Skill Acquisition and Empowerment Foundation
Stella's Girls, Inc.
Stichting FIBREE
Stichting Power to Win
Street Salvation Ministries, Inc.
Sudanese Environment Conservation Society
Sufficient Power in Christ Church
Swedish Organization for Global Health

Tanzania Peace, Legal Aid and Justice Centre (PLAJC)
Tender Hearts Foundation
The Development Institute
The Nigerian Workforce Strategy and Enlightenment Centre
Tianjin Eco-City Friend of Green Eco-Culture Promotion Association
True Ways International, Inc.
Unification Nepal Gorkha
United Funding and Development for Underage Mothers, Inc. (UFDUM)
Universal Institute of Professional Management
Warming Hands
Waste Warriors Society
Women of Mercy Foundation
Workers Center for Racial Justice, NFP
World Buddhist Association in Bangladesh
World Disability Union (WDU)
World Silambam Association
Wuxi Lingshan Charity Foundation
Youth for Charity Missions International (YOFOCHM)
YouthBuild – Sierra Leone
Zeleni krst
Zhongguancun Federation of Social Organizations

Nouvelles demandes dont l'examen a été reporté

46. Le Comité a décidé de reporter l'examen des demandes d'admission des 74 organisations ci-après jusqu'à réception des réponses aux questions qu'il leur a posées à la reprise de sa session de 2022 :

Advocates Association for Social Responsibility and Awareness
All India Council of Human Rights, Liberties & Social Justice
All Survivors Project Foundation
Angkatan Belia Islam Malaysia (ABIM)
Asian Federation against Involuntary Disappearances, Inc. (AFAD)
Asociația GEYC
Association Achbal Maroc culturelle et artistique
Association for Academic Quality (AFAQ)
Associazione Nazionale Volontarie Telefono Rosa – Centro di Orientamento per i Diritti della Donna, ONLUS
Bonyad Jahadi Mehr Alreza Utility
Child Nurture and Relief Kashmir

Corporate Counsel Women of Color, Inc.
Crime and Corruption Control Association
Dalit Solidarity, Inc.
Den Norske Helsingforskomité
Dr. M. Chandrasekhar International Foundation
Education for Social Justice Foundation (ESJF)
Euro-Mediterranean Human Rights Network
Fiji Women's Rights Movement
Fn-sambandet i Norge
Fond Podderzhki Tekhnologicheskogo Predprinimatelstva Dalnevostochnogo
Federalnogo Universiteta/FEFU Technology Entrepreneurship Fund
Fondation Youya pour promouvoir l'excellence en la jeunesse africaine
ForNGO – NGO Legal Research and Service Center, Shanghai
Fundación Ciudadanía y Desarrollo
Gazze Destek Association
Girija Prasad Koirala Foundation for Democracy Peace and Development
GlobalChoices.org
Global Organization of People of Indian Origin, Inc. (GOPIO)
Green Camel Bell
Grs Universe Social Welfare Trust
Gulf International Center for Legal Business Solutions
Help in Need
Helping Hand for Relief and Development, Inc.
Human Environmental Association for Development (HEAD)
Human Rights Activists
Human Rights Initiative
India Tommorrow
International Center for the Study, Prevention and Treatment of Multigenerational
Trauma, Inc.
International Coordinating Council on Trans-Eurasian Transportation (CCTT)
International Organization for Cooperation in Evaluation
Karim Khan Afridi Welfare Foundation
L'Union marocaine des conseils et associations de la société civile
Labdaros ir paramos fondas "Nevyriausybių organizacijų informacijos ir paramos
centras"
Life Maker Meeting Place Organization USA
Mahila Va Apang Bal Vikas Sanstha

Mam Humanitarian Foundation (MHF)
Mediterranean Youth Foundation for Development (MYF)
Mitraniketan
National Disability & Development Forum (NDF)
National Federation of Business and Professional Women's Clubs of Japan
National Solar Energy Federation of India
New York University
Nithyananda Dhyanapectam of Houston
Nithyananda Dhyanapectam of Phoenix
Nithyananda Dhyanapectam Temple & Cultural Center
PAY-W Clinic
Parlamento Internacional para los Derechos Humanos (PIDH)
Peace Justice Humanity and Relief Foundation
Policy Studies Organization
Prashanthi Balamandira Trust
Rescue: Freedom International
Rick Hansen Foundation
Stichting Deltares
Supportive Homeland Association for Development (SHAD)
The Aspen Institute, Inc.
The Foundation for the Defense of Democracies
The Friendship League of Culture and Sport
Uluslararası Yardımlaşma ve Kalkındırma Derneği
Wathiqun Foundation for Development
WeYouth
Women Islamic Lawyers' Forum
Working Women Welfare Trust
World Culture Forum
Yadam Institute of Research

III. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil et questions connexes diverses

47. Le Comité a examiné le point 4 a) de son ordre du jour, intitulé « Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif et dont l'examen a été reporté », et le point 4 b), intitulé « Nouveaux rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif », y compris pour le rétablissement, la suspension et le retrait du

statut conformément à la résolution 2008/4, à ses 23^e et 24^e séances, le 2 septembre. Il était saisi des documents suivants :

- a) Liste des documents contenant les rapports quadriennaux d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif général ou spécial auprès du Conseil économique et social dont le Comité a reporté l'examen lors de sessions antérieures ([E/C.2/2022/CRP.43](#)) ;
- b) Rapports quadriennaux pour les périodes 2016-2019 et 2017-2020 présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social ([E/C.2/2022/2/Add.6](#), [E/C.2/2022/2/Add.7](#), [E/C.2/2022/2/Add.8](#) et [E/C.2/2022/CRP.49-69](#)) ;
- c) Listes énumérant les organisations non gouvernementales dont le statut consultatif doit être rétabli, suspendu ou retiré ([E/C.2/2022/CRP.44-46](#)) ;
- d) Liste des documents comprenant les nouvelles demandes de changement de nom reçues d'organisations non gouvernementales ([E/C.2/2022/CRP.47](#)).

A. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen avait été reporté à la session ordinaire

48. À sa 24^e séance, le 2 septembre, le Comité a examiné le point 4 a) de son ordre du jour, intitulé « Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif dont l'examen a été reporté ». Il était saisi d'un document contenant la liste des 86 rapports quadriennaux dont l'examen avait été reporté lors de sessions antérieures.

49. Le Comité a décidé de reporter à nouveau l'examen des 86 rapports quadriennaux, qui sont les suivants :

- Academic Council on the United Nations System (2016-2019)
- Access Now (2016-2019)
- Advocates for Human Rights (2016-2019)
- Alliance internationale pour la défense des droits et des libertés (2017-2020)
- Amnesty International (2008-2011)
- Amnesty International (2012-2015)
- Amnesty International (2016-2019)
- Armenian Assembly of America (2007-2010)
- Armenian Assembly of America (2011-2014)
- Armenian Assembly of America (2015-2018)
- Asian Forum for Human Rights and Development (2012-2015)
- Association internationale des droits de l'homme (2014-2017)
- Avocats sans frontières (2016-2019)
- AUA Americas Chapter, Inc. (2017-2020)
- Catholics for Choice (2010-2013)
- Centrist Democratic International (2006-2009)

Centrist Democratic International (2010-2013)
Centrist Democratic International (2014-2017)
Christian Solidarity Worldwide (2017-2020)
CIVICUS: World Alliance for Citizen Participation (2016-2019)
Committee to Protect Journalists, Inc. (2016-2019)
Coordination des associations et des particuliers pour la liberté de conscience (2016-2019)
Ecumenical Federation of Constantinopolitans (2016-2019)
Egyptian Organization for Human Rights (2010-2013)
Egyptian Organization for Human Rights (2014-2017)
Elizka Relief Foundation (2015-2018)
Federation of Western Thrace Turks in Europe (2014-2017)
Femmes solidaires (2016-2019)
France libertés : Fondation Danielle Mitterrand (2011-2014)
France libertés : Fondation Danielle Mitterrand (2015-2018)
Freedom House (2007-2010)
Freedom House (2011-2014)
Freedom House (2015-2018)
Freedom Now (2015-2018)
Front Line: The International Foundation for the Protection of Human Rights Defenders (2016-2019)
Fundación Pro Humanae Vitae (2014-2017)
Global Environmental Action (GEA) (2009-2012)
Godwin Osung International Foundation, Inc. (The African Project) (2015-2018)
Greek Council for Refugees (2017-2020)
Helsinki Foundation for Human Rights (2015-2018)
Henry Dunant Centre for Humanitarian Dialogue (2014-2017)
Human Rights First (2015-2018)
Human Rights House Foundation (2011-2014)
Human Rights House Foundation (2011-2014)
Human Rights Now (2016-2019)
Human Rights Watch (2009-2012)
Human Rights Watch (2013-2016)
Human Rights Watch (2017-2020)
Inter-American Press Association (2013-2016)
International Association for Religious Freedom (2011-2014)
International Association for Religious Freedom (2015-2018)

International Bar Association (2015-2018)
International Federation for Human Rights Leagues (2016-2019)
International Federation of Journalists (2005-2008)
International Federation of Journalists (2013-2016)
International PEN (2006-2009)
International PEN (2014-2017)
International Press Institute (2017-2020)
International Religious Liberty Association (2015-2018)
International Service for Human Rights (2011-2014)
International Service for Human Rights (2015-2018)
International Union of Socialist Youth (2005-2008)
Jesuit Refugee Service (JRS) (2014-2017)
Lawyers for Lawyers (2017-2020)
Liberal International (2015-2018)
Local Governments for Sustainability (2014-2017)
Minority Rights Group (2016-2019)
Natural Justice (2014-2017)
Omega Research Foundation, Limited (2017-2020)
Open Society Institute (2013-2016)
Open Society Institute (2017-2020)
Pathfinder International (2011-2014)
People for Successful Corean Reunification (2016-2019)
Prince Sultan Bin Abdulaziz International Prize for Water (2013-2016)
Robert F. Kennedy Center for Justice and Human Rights (2009-2012)
Simon Wiesenthal Center (2011-2014)
Society for Threatened Peoples (2013-2016)
Society for Threatened Peoples (2017-2020)
The Law Society (2014-2017)
Union internationale des avocats/International Union of Lawyers (2015-2018)
Unitarian Universalist Service Committee (2009-2012)
United Nations Watch (2014-2017)
UPR Info (2016-2019)
World Council of Arameans (Syriacs) (2007-2010)
Young Women's Christian Association (2013-2016)
Young Women's Christian Association of Australia (2014-2017)

B. Nouveaux rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

50. À sa 23^e séance, le 2 septembre, le Comité a examiné le point 4 b) de son ordre du jour, intitulé « Nouveaux rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif ». Il était saisi de documents contenant 317 nouveaux rapports quadriennaux. Il a pris acte de 308 d'entre eux [voir chap. I, projet de décision I, al. c)] et décidé de reporter l'examen des 9 rapports suivants :

FreeMuslim Association, Inc. (2016-2019)

International Association of Democratic Lawyers (IADL) (2017-2020)

International Union of Socialist Youth (2017-2020)

Islamic Relief USA (2016-2019)

Organization Earth (2017-2020)

Thalassaemia International Federation, Limited (2017-2020)

The RINJ Foundation (2017-2020)

The Smile of the Child (2016-2019)

Therapy Center for Dependent Individuals (KETHEA) (2017-2020)

C. Questions connexes diverses

Demandes de changement de nom

51. À sa 24^e séance, le 2 septembre, le Comité a examiné sept nouvelles demandes de changement de nom présentées par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif et en a pris acte [voir chap. I, projet de décision I, al. b)].

IV. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales ; examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil ; Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG

52. À sa 15^e séance, le 29 août, le Comité a examiné conjointement le point 5 de son ordre du jour, intitulé « Renforcement du Service des organisations non gouvernementales », le point 6, intitulé « Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil s'agissant, notamment, du processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil », et le point 8, intitulé « Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG », et entendu des rapports oraux présentés par des membres du Secrétariat.

53. Le Chef du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat a présenté au Comité un exposé sur les travaux du Service, notamment sur les préparatifs des consultations que le Comité a prévu de tenir avec les ONG dotées du statut consultatif le 9 décembre 2022. Il a donné des exemples des activités menées par le Service : examen des demandes

d'admission au statut consultatif auprès du Conseil présentées par les ONG et accompagnement de ces dernières tout au long du processus de demande, traitement des rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif, délivrance de cartes d'identité ONU permettant aux organisations non gouvernementales de participer aux travaux de l'Organisation et facilitation de leur inscription aux réunions et conférences organisées par celle-ci. Il a déclaré qu'en raison de la hausse du nombre de demandes d'admission au statut consultatif reçues par le Service et du nombre d'organisations non gouvernementales dotées de ce statut auprès du Conseil (plus de 6 300), la charge de travail a augmenté de manière exponentielle et les demandes en attente se sont accumulées. Il a renouvelé l'appel que la Directrice du Bureau de l'appui aux mécanismes intergouvernementaux et de la coordination au service du développement durable avait lancé, lors de la session ordinaire, au Comité et aux États Membres pour qu'ils l'aident à obtenir des ressources humaines supplémentaires afin de faciliter les travaux du Service. Il a également informé le Comité que le nouveau système informatique amélioré, destiné à remplacer la plateforme électronique utilisée par le Service, était en phase finale de test et devait être déployé d'ici à la fin de 2022.

V. Rapports spéciaux et plaintes d'États Membres

54. À ses 15^e et 24^e séances, les 29 août et 2 septembre, le Comité a examiné le point 7 de l'ordre du jour, intitulé « Rapports spéciaux ». Le représentant du Pakistan a salué le rôle joué par les ONG, qui enrichissaient les débats en apportant des points de vue divers et en participant aux activités des organes principaux et subsidiaires de l'ONU, conformément aux principes et aux buts énoncés dans la résolution 1996/31, et affirmé la volonté de sa délégation de faciliter l'accréditation d'ONG nationales et internationales fiables et de permettre à celles-ci de contribuer de façon constructive aux travaux de l'Organisation dans le cadre du Comité. Il s'est toutefois dit préoccupé par le fait que certaines ONG menaient des campagnes de désinformation à motivation politique contre des États Membres. Il a rappelé que sa délégation avait porté plainte devant le Comité, dans une note verbale datée du 4 janvier 2021, au sujet de neuf organisations dotées du statut consultatif qui avaient mené des campagnes de désinformation à caractère politique visant son pays, en violation de la résolution 1996/31. Il s'est félicité de la décision prise à l'époque par le Comité de demander aux organisations des informations spécifiques concernant leurs activités, leurs finances, leurs membres et leurs représentants, et a regretté que ces organisations n'aient pas répondu pleinement à ces demandes. Il a noté que les activités de ces organisations constituaient des violations de la résolution 1996/31, de la Charte des Nations Unies et des lois nationales. Il a informé le Comité que son gouvernement avait ouvert une enquête sur cette affaire en vue de prendre les mesures appropriées à l'encontre des organisations concernées et déclaré que sa délégation reviendrait sur la question à une date ultérieure. Le Comité a pris note de la demande du Pakistan de retirer sa plainte.

VI. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2023 du Comité

55. À sa 27^e séance, le 7 septembre, le Comité a examiné le point 9 de l'ordre du jour, intitulé « Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2023 du Comité ». Pour ce faire, il était saisi du projet d'ordre du jour provisoire de sa session de 2023 ([E/C.2/2022/L.1](#)).

56. À la même séance, le Comité a décidé de recommander au Conseil les dates ci-après pour ses sessions de 2023 : du 23 janvier au 1^{er} février et le 13 février pour la session ordinaire, et du 15 au 23 mai et le 5 juin pour la reprise de la session.

VII. Organisation de la session

A. Ouverture et durée de la session

57. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales a tenu sa session ordinaire de 2022 du 29 août au 7 septembre et le 15 septembre. Il a tenu 14 séances.

58. À la 15^e séance, le 29 août, la Vice-Présidente du Comité, à la reprise de sa session de 2022, a fait des observations liminaires. Elle a déclaré que l'augmentation du nombre de demandes de statut consultatif présentées par des organisations non gouvernementales du monde entier témoignait du vif intérêt de ces organisations pour la participation aux travaux de l'Organisation des Nations Unies et mettait en évidence le rôle important du Comité s'agissant de faciliter leur participation. Elle a annoncé que le Comité avait décidé d'organiser des consultations avec les ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil le 9 décembre 2022 afin d'échanger des points de vue sur la manière de renforcer leur participation aux travaux de l'Organisation, et qu'il avait également tenu des discussions constructives sur l'examen de ses méthodes de travail, afin d'explorer les options concernant la participation des représentantes et représentants d'ONG aux séances de questions-réponses durant les sessions du Comité, y compris la possibilité d'y incorporer une composante virtuelle.

59. La représentante des États-Unis d'Amérique a souligné le rôle crucial que jouait le Comité s'agissant de permettre à la société civile de faire entendre sa voix à l'ONU et ailleurs, notant que cela renforçait l'action menée par les États Membres. Prenant note des difficultés rencontrées par les organisations de la société civile pour se faire entendre sur des questions cruciales à l'ONU pendant la pandémie, elle a souligné que, dans le cadre de la transition vers une « nouvelle normalité », l'Organisation devait trouver des moyens novateurs de renouer activement avec la société civile afin d'assurer son inclusion. Elle a exhorté le Comité à réaffirmer sa volonté de garantir des procédures d'accréditation transparentes et équitables afin de faciliter la participation de la société civile. Elle a rappelé que, conformément à l'alinéa a) du paragraphe 61 de la résolution 1996/31, le Comité devait tenir des consultations avec les ONG dotées du statut consultatif avant chacune de ses sessions. À cet égard, elle a demandé au Comité de veiller à ce que ces consultations soient programmées avant toutes ses sessions et s'est félicitée des débats tenus par le Comité lors de ses sessions informelles concernant les modalités à long terme des consultations régulières.

60. Notant que la pandémie avait montré qu'il fallait faire preuve de souplesse et d'esprit d'innovation pour assurer la participation de la société civile à la prise de décision sur les politiques, la représentante des États-Unis d'Amérique a exhorté le Comité à donner la priorité à la technologie au service de la participation des ONG à ses sessions. Elle a déclaré que sa délégation continuerait à préconiser l'incorporation d'une modalité hybride dans les séances de questions-réponses du Comité, en ajoutant qu'une telle option bénéficierait aux organisations, en particulier celles du monde du Sud, qui n'avaient pas toujours les moyens de se rendre à New York. Elle a affirmé que sa délégation était déterminée à accroître l'accessibilité et la transparence des travaux du Comité, notamment en permettant à la société civile de se faire entendre et en s'opposant aux efforts visant à étouffer sa voix pour des raisons politiques.

61. Le représentant de la Türkiye a souligné l'importance de la participation des organisations non gouvernementales aux travaux du Conseil et de ses organes

subsidiaires, ainsi qu'aux conférences des Nations Unies. Il a noté que les organisations internationales comptaient de plus en plus sur l'aide des acteurs locaux et de la société civile pour relever les défis multidimensionnels auxquels le monde est confronté. À cet égard, il a souligné que les contributions des ONG étaient essentielles à la réalisation des objectifs de développement durables fixés par l'ONU, et avaient mis en évidence le rôle de ces organisations dans l'enrichissement des connaissances et des capacités de l'Organisation, leur action de sensibilisation et leur travail dans les régions reculées et inaccessibles du monde. Le représentant de la Türkiye a salué les contributions importantes qu'apportaient les ONG dotées du statut consultatif et indiqué que sa délégation appuyait l'établissement de relations consultatives avec elles, conformément à l'esprit, aux buts et aux principes de la Charte et dans le cadre de la résolution 1996/31. Il a félicité le Service des organisations non gouvernementales d'avoir réduit le nombre de demandes qui s'étaient accumulées et salué les mesures prises par le Comité pour améliorer la transparence et l'efficacité de ses travaux et revoir ses méthodes de travail. Il a affirmé la position de sa délégation selon laquelle la résolution 1996/31 constituait une base solide pour les travaux du Comité. Il a déclaré que le Comité devait s'efforcer de mettre en œuvre son mandat en organisant des consultations avec les ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil, sans surcharger le Secrétariat ni compromettre les travaux du Comité. Il a souligné que les modalités des consultations devraient être fondées sur les principes d'équité, de transparence et de justice et exprimé l'espoir que ces efforts permettraient au Comité de s'acquitter de son mandat de manière plus efficace et transparente.

62. Le représentant du Mexique a souligné les conséquences dévastatrices de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) partout dans le monde et leurs répercussions sur l'action menée par les gouvernements et l'ONU ainsi que la société civile. Il a souligné que malgré ces difficultés, le nombre de demandes de statut consultatif n'avait pas diminué, ce qui prouvait que les organisations non gouvernementales étaient désireuses de collaborer avec l'Organisation face à l'adversité. Il s'est félicité des mesures prises pour améliorer les méthodes de travail du Comité et a remercié le Bureau et le Secrétariat d'avoir fourni des informations et des possibilités de discussion pour faciliter le consensus sur les questions pertinentes. Il a souligné l'inévitable nécessité d'intégrer une composante virtuelle dans les séances interactives de questions-réponses auxquelles participent les ONG demandant le statut consultatif. À cet égard, il a noté que la pandémie avait montré que les réunions virtuelles permettraient au Comité d'offrir une option supplémentaire aux ONG et a encouragé la participation d'organisations de toutes les régions, en particulier celles des pays en développement, comme le Conseil l'a demandé dans sa résolution 1996/31. Il s'est félicité des consultations que le Comité a tenues avec les organisations dotées du statut consultatif avant ses sessions, qui faisaient partie intégrante de l'exécution de son mandat. À cet égard, il a souligné que les fonctions du Comité ne se limitaient pas à recommander l'octroi du statut consultatif, en faisant observer que le Comité était également chargé de surveiller les relations entre les ONG et l'Organisation. Il a souligné le rôle de longue date que jouait la société civile en tant qu'alliée dans la promotion des idéaux et des objectifs de l'Organisation, comme l'exprimait la phrase « Nous, peuples des Nations Unies », inscrite dans la Charte. À cet égard, il a souligné que sa délégation maintenait une position impartiale afin d'assurer une plus grande diversité de voix et d'enrichir les stratégies conçues pour surmonter les grands défis auxquels l'humanité est confrontée, notant que ces stratégies nécessitaient une collaboration multilatérale. Il a appelé tous les membres du Comité à adopter une position impartiale et à empêcher que l'examen d'autres demandes soient reporté pendant de longues périodes.

63. Le représentant de l'Estonie a affirmé que sa délégation soutenait fermement la participation des organisations non gouvernementales aux travaux de l'Organisation, en notant que celles-ci créaient un lien vital avec la société civile, dont les points de vue, les expériences et les contributions permettaient à l'ONU d'atteindre ses objectifs. Il a souligné la nécessité pour le Comité d'être plus efficace dans l'accomplissement de son mandat en évitant les retards injustifiés dans l'examen des demandes et en respectant les principes énoncés dans la résolution 1996/31. Il s'est félicité des consultations interactives avec les ONG dotées du statut consultatif prévues pour le 9 décembre 2022 et a appelé à continuer d'organiser des réunions similaires sur une base régulière, afin de rapprocher davantage le Comité des représentantes et représentants de la société civile, conformément à son mandat. Il a exhorté le Comité à chercher des moyens de moderniser sa collaboration avec les ONG et ajouté que l'introduction d'une composante hybride dans les séances de questions-réponses marquerait une étape positive dans l'accroissement de l'efficacité du Comité.

64. Le représentant de la Grèce s'est dit convaincu que les travaux du Comité au cours de la session contribueraient à renforcer la participation et le rôle de la société civile au sein du Conseil et du système des Nations Unies. Il a déclaré que les processus longs et fastidieux liés à l'examen des demandes des ONG par le Comité avaient empêché des centaines d'entre elles d'obtenir le statut consultatif. Il a souligné qu'il était temps de procéder à une véritable réforme afin de mettre un terme à la pratique des reports infondés et aux pratiques asymétriques, notamment celle consistant à poser les mêmes questions à plusieurs reprises, en particulier aux organisations œuvrant dans le domaine des droits humains. Il a exhorté le Comité à renforcer la participation des ONG en présentiel et à distance, sur la base des enseignements tirés de la pandémie de COVID-19, afin de renforcer la représentation d'ONG de toutes les régions. Il a affirmé la détermination de sa délégation à œuvrer au renforcement du rôle de la société civile au sein de l'ONU et d'autres instances.

65. Le représentant de Cuba s'est félicité de l'exposé sur les travaux du Secrétariat. Il a noté que la liste des ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil publiée sur le site Web du Service des organisations non gouvernementales n'avait pas été mise à jour depuis 2019 et a demandé au Secrétariat de publier une liste d'information actualisée pour donner une visibilité à toutes les ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil. Il a en outre demandé au Secrétariat de veiller à ce que les membres du Comité disposent de suffisamment de temps pour se familiariser, avant la prochaine session du Comité, avec la nouvelle plate-forme informatique en cours de développement pour remplacer le système actuel. Il a souligné qu'il était essentiel de respecter le rôle du Comité et son droit d'examiner et de revoir toutes les questions à l'ordre du jour, y compris les demandes de statut consultatif, les rapports quadriennaux et toutes les questions liées à la mise en œuvre de son mandat. Il a en outre souligné qu'il était crucial de veiller à ce que les consultations avec les ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil soient inclusives et transparentes afin d'assurer la participation des ONG de toutes les régions du monde, en particulier celles du Sud et des pays en développement. À cet égard, il a noté que le Secrétariat devrait diffuser à l'avance la liste des participants afin d'assurer la transparence dans l'intérêt des organisations non gouvernementales, du Comité et de la communauté des Nations Unies. Il a noté également que les discussions relatives à l'incorporation d'une composante hybride dans les séances de questions-réponses du Comité étaient en cours, et affirmé la détermination de sa délégation à œuvrer en faveur d'un consensus pour prendre des dispositions qui faciliteraient la participation des ONG de toutes les régions du monde, sur une base régionale et géographique équitable.

66. Le représentant de la Chine a exprimé le soutien de sa délégation à la dynamique positive des ONG et souligné les efforts qu'elle déployait pour promouvoir leur

participation aux activités de l'ONU de manière ordonnée. Il a noté que les ONG qui demandaient le statut consultatif auprès du Conseil devaient se conformer aux dispositions de la résolution 1996/31. À cet égard, il a souligné que les membres du Comité avaient la responsabilité et l'obligation d'examiner les dossiers des ONG qui demandaient le statut consultatif pour s'assurer de leur conformité avec les dispositions de la résolution. Il a souligné que les membres du Comité devaient respecter les méthodes de travail et les procédures établies de celui-ci, afin de préserver son autorité. Il a rappelé que plus de 6 000 organisations étaient dotées du statut consultatif auprès du Conseil et que chaque année, l'octroi de ce statut à de nombreuses organisations était recommandé. Il a félicité le Secrétariat d'avoir surmonté les défis liés à son énorme charge de travail et à ses ressources limitées et d'avoir soutenu efficacement le Comité dans l'accomplissement de son mandat. Il a noté que le Comité avait réussi à examiner de manière efficace toutes les demandes dont il était saisi et avait fait la preuve que les méthodes de travail en vigueur étaient pratiques et applicables. Il a souligné que toute modification des méthodes de travail du Comité devait être conforme aux résolutions pertinentes et aux procédures établies. Il a réaffirmé l'engagement de sa délégation à garantir l'autorité du Comité et à faciliter la participation des organisations non gouvernementales aux travaux de l'Organisation.

67. Le représentant de l'Union européenne, en sa qualité d'observateur, également au nom de l'Albanie, de la Géorgie, du Liechtenstein, de la Macédoine du Nord, de Monaco, du Monténégro, de la République de Moldova et de l'Ukraine, a rappelé que les États Membres s'étaient engagés, lors de la commémoration du soixante-quinzième anniversaire de l'ONU, à renforcer la gouvernance mondiale dans l'intérêt des générations actuelles et futures. Il a déclaré que la société civile était un partenaire indispensable, soulignant à cet égard le travail qu'elle accomplissait en rendant compte des situations sur le terrain, en aidant les acteurs publics à trouver des solutions aux défis auxquels les sociétés étaient confrontées et en encourageant les efforts visant à mettre en œuvre les cadres convenus, notamment le Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'Accord de Paris et d'autres accords pertinents relatifs aux droits humains. Il a souligné que le Comité avait un rôle vital à jouer dans le système des Nations Unies et déclaré qu'il ne pouvait pas être une instance dans laquelle les ONG étaient traitées de manière arbitraire ou discriminatoire ou encore dans laquelle les candidats de bonne foi se heurtaient à des reports prolongés et injustifiés de nombreuses années durant.

68. Le représentant de l'Union européenne, en sa qualité d'observateur, a en outre déclaré que la réforme du Comité était nécessaire pour permettre un fonctionnement plus inclusif, efficace, équitable et transparent, notamment en limitant les reports et en mettant en place un processus permettant de réexaminer les décisions arbitraires ou erronées en matière de report ou de rejet. Il a souligné que de nombreuses ONG attendaient d'être accréditées depuis de nombreuses années, bien qu'elles aient montré qu'elles remplissaient les critères fixés par le Conseil dans la résolution 1996/31 et qu'elles collaboraient de manière constructive avec le Comité au sujet de leurs demandes de statut consultatif. Il a déclaré que le Conseil avait la responsabilité d'examiner systématiquement les décisions prises par le Comité et de les annuler lorsque des erreurs d'appréciation étaient détectées. À cet égard, il a pris note de la décision du Conseil d'accorder le statut consultatif spécial à six organisations non gouvernementales et souligné qu'il avait précédemment exercé son pouvoir de décision finale dans les cas où le Comité n'avait pas rempli son mandat. Il a déclaré que rien ne justifiait de retarder davantage l'examen de demandes en suspens depuis très longtemps, notamment celles de l'International Dalit Solidarity Network et de l'Associazione Luca Coscioni per la Libertà di Ricerca Scientifica, et a exhorté le Comité à recommander que leur soit octroyé le statut consultatif.

69. L'observateur du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a souligné le rôle essentiel que jouait le Comité et l'importance que revêtait la société civile dans les travaux de l'ONU. Il a noté que la société civile contribuait à enrichir la base d'informations de l'Organisation et à assurer les retombées de ses activités sur le terrain. Il a affirmé l'engagement de sa délégation à promouvoir la participation de la société civile aux activités de l'Organisation des Nations Unies et regretté que certains États Membres se soient opposés à la participation de la société civile. À cet égard, il a noté la politisation du Comité et l'augmentation inquiétante des représailles contre les organisations qui collaboraient avec le Comité et d'autres instances. Il s'est félicité de la proposition de certaines délégations, lors de la session ordinaire du Comité, de soumettre au vote du Comité les demandes de plusieurs organisations non gouvernementales qui avaient été reportées pendant de nombreuses années. Il s'est dit déçu que le vote ait été bloqué par une motion de non-décision, mais a salué la décision du Conseil d'accorder le statut consultatif aux organisations concernées. Il a réaffirmé que sa délégation s'emploierait avec d'autres membres du Comité à améliorer les méthodes de travail du Comité afin de le rendre plus transparent et moins enclin à reporter arbitrairement l'examen de demandes. Il a souligné que le rôle du Comité était de faciliter et non d'entraver l'accès des ONG et a exhorté le Comité à respecter l'engagement collectif en faveur d'un multilatéralisme inclusif, en résolvant l'arriéré des demandes en attente de manière équitable et transparente et en promouvant un espace sûr et accueillant où la société civile puisse exprimer ses points de vue.

70. Dans ses remarques finales, à la 27^e séance, le 7 septembre, la Vice-Présidente du Comité a félicité le Comité pour son travail et noté que la session ordinaire de 2022 et la reprise de la session avaient été marquées par plusieurs améliorations de ses méthodes de travail, notamment l'examen rapide des demandes (nouvelles ou reportées) et leur répartition entre les listes 1 et 2 bien avant les sessions. Elle s'est félicitée des débats tenus par le Comité lors de ses réunions informelles sur l'amélioration de ses méthodes de travail et sur les consultations prescrites avec les ONG dotées du statut consultatif auprès du Conseil conformément à l'alinéa a) du paragraphe 61 de la résolution 1996/31.

71. À la même séance, le Comité a adopté l'additif à son rapport sur les travaux de sa session ordinaire de 2022 ([E/2022/32/ \(Part II\)/Add.1](#)).

B. Participation

72. Dix-sept des 19 membres du Comité ont participé à la session. Les observateurs d'autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies et d'États non membres, et les représentants d'organisations du système des Nations Unies et d'ONG y ont également pris part. La liste des participants sera publiée sous la cote [E/C.2/2022/INF/2](#).

73. À la reprise de sa session ordinaire de 2022, le Comité a entendu cinq représentants d'organisations non gouvernementales, qui ont eu la possibilité de répondre à ses questions. Les renseignements supplémentaires fournis par les représentants ont facilité le débat et aidé le Comité à se prononcer.

C. Élection du Bureau

74. À sa 15^e séance, le 29 août, le Comité a pris note de la démission d'Alejandro González Behmaras (Cuba) de son poste de Vice-Président.

75. Pour la reprise de la session, la composition du Bureau du Comité était la suivante : Mine Ozgul Bilman (Türkiye) comme Vice-Présidente.

D. Ordre du jour

76. L'ordre du jour de la session ordinaire et de la reprise de la session de 2022 est le suivant (E/C.2/2022/1/Rev.1) :

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Demandes d'admission au statut consultatif auprès du Conseil et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales :
 - a) Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures ;
 - b) Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et nouvelles demandes de reclassement ;
 - c) Demandes émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif qui ont fusionné avec d'autres organisations non gouvernementales non dotées de ce statut.
4. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil :
 - a) Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif et dont l'examen a été reporté ;
 - b) Nouveaux rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif.
5. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales.
6. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil s'agissant, notamment, du processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil :
 - a) Processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales ;
 - b) Questions inscrites à l'ordre du jour du groupe de travail informel ;
 - c) Questions connexes diverses.
7. Rapports spéciaux.
8. Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG.
9. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2023 du Comité.
10. Adoption du rapport du Comité sur sa session de 2022.

VIII. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa session ordinaire de 2022

77. À sa 27^e séance, le 7 septembre, le Comité a pris note du projet de rapport et autorisé le Rapporteur à en établir la version définitive avec l'appui du Secrétariat et en consultation avec les membres, selon qu'il conviendrait, afin qu'il soit présenté au Conseil économique et social pour que celui-ci y donne la suite voulue.

78. À sa 28^e séance, le 15 septembre, le Comité a adopté le présent rapport.
